

HÉROUX-DEVTEK
RAPPORT TRIMESTRIEL
PREMIER TRIMESTRE
CLOS LE 30 JUIN 2011

UNE PRÉSENCE DE CLASSE MONDIALE

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Premier trimestre terminé le 30 juin 2011

Au nom du conseil d'administration, je suis heureux de vous présenter les résultats financiers de Héroux-Devtek pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2011. Ces résultats sont les premiers que la Société présente à la suite de l'adoption, le 1^{er} avril 2011, des Normes internationales d'information financière (« IFRS ») aux fins de publication de l'information financière. Les résultats de l'exercice précédent ont été retraités. Les résultats comprennent l'apport de la société Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale All Tools, Inc. (maintenant appelées « Landing Gear USA ») pour un trimestre complet, comparativement à une période de seulement deux mois lors de l'exercice précédent.

Les résultats du premier trimestre de Héroux-Devtek mettent clairement en évidence la dynamique positive qui anime la plupart de ses marchés stratégiques. L'augmentation de nos ventes reflète l'accroissement du volume d'affaires enregistré par les lignes de produits Aérostructure et Industriels, de même qu'un apport supplémentaire aux ventes de 5,3 millions de dollars de l'unité d'exploitation Landing Gear USA. Qui plus est, cet accroissement du volume et les gains additionnels de productivité réalisés ont entraîné une hausse significative de la rentabilité et des flux de trésorerie.

Les ventes consolidées se sont établies à 91,9 millions de dollars, en hausse de 11,3 % par rapport à 82,5 millions de dollars lors de la même période l'an dernier. Les ventes du secteur Aérospatiale ont atteint 84,6 millions de dollars, comparativement à 76,0 millions de dollars l'an dernier. Les ventes de la ligne de produits Trains d'atterrissage ont progressé de 9,5 % pour s'établir à 59,4 millions de dollars, ce qui reflète l'apport de l'unité d'exploitation Landing Gear USA pendant un mois additionnel cette année. Si l'on exclut ce facteur, les ventes sont demeurées essentiellement stables alors que l'accroissement du niveau d'activité pour certains programmes de gros porteurs commerciaux, principalement le B-777, et de jets d'affaires a été contrebalancé par l'incidence négative de la fluctuation des devises et par une diminution des besoins des clients dans certains programmes d'hélicoptères et de jets régionaux. Les ventes de la ligne de produits Aérostructure ont progressé de 15,0 % pour s'établir à 24,9 millions de dollars en raison d'une augmentation des ventes liées aux programmes de jets d'affaires, de l'accélération de la cadence de production du programme de l'hélicoptère Bell 429 et de l'accroissement des ventes liées au JSF, qui ont plus que contrebalancé les répercussions de la fluctuation des devises. Les ventes du secteur Industriel se sont élevées à 7,2 millions de dollars pour les trois premiers mois de l'exercice 2012, en hausse par rapport à 6,5 millions de dollars lors de la période correspondante un an auparavant. Cette progression reflète l'accroissement de la demande d'équipement lourd dans l'industrie minière et, dans une moindre mesure, l'augmentation des ventes réalisées dans le secteur de la production d'énergie.

Les fluctuations de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine ont eu pour effet de diminuer le montant des ventes du premier trimestre de 3,4 millions de dollars, ou 4,2 %, par rapport à l'an dernier, et de réduire la marge brute de 0,7 million de dollars, ou 0,2 % des ventes. Les répercussions de l'évolution des devises sur la marge brute de la Société sont atténuées du fait de l'utilisation de contrats de change à terme pour la vente de dollars américains et de la couverture naturelle découlant des achats de matériaux effectués en dollars américains.

Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») s'est établi à 14,9 millions de dollars, soit 16,3 % des ventes, comparativement à 12,0 millions de dollars, ou 14,5 % des ventes lors de la même période l'an dernier. Cette amélioration découle essentiellement d'une meilleure imputation des frais généraux de fabrication attribuable à un accroissement des volumes de production des lignes de produits Aérostructure et Industriels. Le résultat opérationnel s'est élevé à 9,1 millions de dollars, soit 9,9 % des ventes, en hausse par rapport à 5,9 millions de dollars, ou 7,1 % des ventes, l'an dernier.

Le résultat net a atteint 5,8 millions de dollars, ou 0,19 \$ par action sur une base pleinement diluée, comparativement à un résultat net de 3,3 millions de dollars, ou 0,11 \$ par action sur une base pleinement diluée, un an plus tôt. Les résultats du premier trimestre de 2012 comprennent des frais de 180 000 \$, déduction faite des impôts, ou 0,01 \$ par action, engagés dans le cadre du démarrage de la nouvelle usine du Mexique, tandis que ceux du premier trimestre de l'exercice 2011 incluaient des frais de restructuration de 258 000 \$, déduction faite des impôts, ou 0,01 \$ par action, liés à la fermeture de l'usine de Rivière-des-Prairies.

Au cours du trimestre, Héroux-Devtek a décroché un contrat de sept ans de la part de Lockheed Martin Aeronautics Company pour la fabrication du train d'atterrissage de l'appareil C-130J Super Hercules. En vertu des termes de l'entente, Héroux-Devtek fabriquera et assemblera le train d'atterrissage destiné à la production mondiale de l'appareil C-130J de Lockheed Martin et fournira des pièces de rechange sur une période de sept ans à compter de janvier 2012. En fonction des prévisions actuelles concernant ce programme, la valeur totale potentielle du contrat s'élève à environ 70 millions de dollars.

Au 30 juin 2011, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 509 millions de dollars, en hausse par rapport à 502 millions de dollars trois mois plus tôt, et demeure bien diversifié.

Les conditions demeurent favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale. Les fabricants de gros porteurs commerciaux ont annoncé plusieurs augmentations de la cadence de production de leurs programmes d'envergure jusqu'à l'année civile 2014, le nombre de nouvelles commandes a augmenté de manière significative dans la première moitié de 2011 et tant Boeing qu'Airbus prévoient une hausse des livraisons pour l'année civile 2011. Le marché des jets d'affaires continue d'observer des signes positifs, notamment l'accroissement du taux d'utilisation des avions et la diminution du nombre d'avions d'occasion à vendre. Cependant, une véritable reprise des livraisons n'est prévue qu'à partir de l'année civile 2012. Le marché de l'aérospatiale militaire se stabilise alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. En ce qui a trait au programme du JSF, malgré la mise en probation pour une période de deux ans de la version à décollage court et atterrissage vertical (ADCAV), la Société prévoit accroître son nombre d'unités produites et expédiées au cours de l'exercice 2012, par rapport à l'exercice 2011. Ceci s'explique par l'accélération de la cadence de production des deux autres versions de l'appareil et l'obtention d'une part plus importante de la production totale. Enfin, la conjoncture demeure favorable dans les principaux marchés industriels que dessert la Société alors que le nombre de nouvelles commandes continue d'augmenter et que les carnets de commandes de ses principaux clients sont en progression.

Alors que l'économie poursuit sa progression, Héroux-Devtek est bien positionnée pour mettre à profit les forces de son organisation de classe mondiale en élargissant encore davantage son offre de produits et services. Les avancées encourageantes que nous réalisons dans nos marchés nous permettent d'entrevoir des perspectives optimistes malgré la vigueur du dollar canadien. Nous sommes également enthousiastes à la perspective de démarrer notre usine au Mexique, qui devrait produire ses premiers composants au début de l'année civile 2012. Par ailleurs, notre bilan sain nous permet d'envisager la réalisation d'autres acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir notre portefeuille de produits et nos technologies. Entre-temps, la Société continue de prévoir que ses ventes enregistreront une croissance interne d'environ 5 % pour l'exercice financier en cours, en supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine. Il est également important de rappeler que le niveau d'activité au deuxième trimestre est habituellement moins élevé en raison de facteurs saisonniers, notamment des arrêts de production dans les usines et les vacances estivales. Cependant, comme les cadences de production de plusieurs programmes d'envergure continueront d'accélérer au-delà du présent exercice financier, la Société est confiante de réaliser son objectif à long terme d'enregistrer une progression de 10 % par année, en moyenne, par le biais de la croissance interne et d'alliances stratégiques.

Gilles Labbé
Président et chef de la direction
Le 4 août 2011



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Premier trimestre clos le 30 juin 2011

Héroux-Devtek Inc.

Avis de non-examen des états financiers intermédiaires par les auditeurs externes pour les trimestres clos les 30 juin 2011 et 2010.

En vertu de l'alinéa a) du paragraphe 3) de l'article 4.3 de la partie 4 du Règlement 51-102 émis par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, si les auditeurs externes n'ont pas effectué l'examen des états financiers, ces états financiers doivent être accompagnés d'un avis indiquant ce fait.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités ci-joints de la Société pour les trimestres clos les 30 juin 2011 et 2010 ont été préparés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire*, et aux exigences de l'International Financial Reporting Standard 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, et sont la responsabilité de la direction de la Société.

Les auditeurs externes de la Société, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., n'ont pas effectué un examen des présents états financiers consolidés résumés selon les normes établies par l'Institut Canadien des Comptables agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers par les auditeurs externes d'une entité.

Le 4 août 2011

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

(Pour les trimestres clos les 30 juin 2011 et 2010)

TABLE DES MATIÈRES

BILANS CONSOLIDÉS	6
ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS.....	7
ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS.....	7
ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	8
ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	9
Note 1. Nature des activités et information sur la Société	10
Note 2. Base d'établissement	10
Note 3. Résumé des principales méthodes comptables.....	11
Note 4. Principaux jugements, estimations et hypothèses comptables	20
Note 5. Aide gouvernementale.....	22
Note 6. Acquisition d'une entreprise	22
Note 7. Coût des ventes, frais de vente et d'administration.....	22
Note 8. Frais de restructuration.....	22
Note 9. Bénéfice par action	23
Note 10. Trésorerie et équivalents de trésorerie	23
Note 11. Stocks	23
Note 12. Instruments financiers dérivés.....	24
Note 13. Autres actifs à court terme	24
Note 14. Immobilisations corporelles.....	25
Note 15. Comptes fournisseurs et charges à payer.....	25
Note 16. Dette à long terme	25
Note 17. Autres passifs.....	26
Note 18. Capital émis	27
Note 19. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	28
Note 20. Cumul des autres éléments du résultat global.....	29
Note 21. Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles	29
Note 22. Engagements	29
Note 23. Information sectorielle	29
Note 24. Passage aux Normes internationales d'information financière	30

BILANS CONSOLIDÉS

Au 30 juin 2011, 31 mars 2011 et au 1^{er} avril 2010
(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Actif	6, 16			
Actif à court terme				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	40 111 \$	32 910 \$	46 591 \$
Comptes clients		44 964	62 623	39 085
Impôts à recevoir		428	716	1 349
Stocks	11	134 456	134 837	116 740
Instruments financiers dérivés	12	10 290	10 923	7 568
Autres actifs à court terme	13	16 784	14 738	13 325
		247 033	256 747	224 658
Immobilisations corporelles, montant net	5, 14	148 153	150 677	144 504
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	5	19 957	18 486	11 698
Instruments financiers dérivés	12	9 268	10 132	12 408
Goodwill		35 873	35 887	31 110
Autres actifs	8	2 111	611	-
Total de l'actif		462 395 \$	472 540 \$	424 378 \$
Passif et capitaux propres				
Passif à court terme				
Comptes fournisseurs et charges à payer	15	41 397 \$	52 577 \$	42 292 \$
Comptes fournisseurs – autres		3 269	4 128	2 570
Provisions		11 312	11 786	11 653
Facturations progressives		25 034	24 555	24 529
Impôts à payer		1 399	1 622	138
Instruments financiers dérivés	12	763	852	2 021
Tranche à court terme de la dette à long terme	16	8 216	6 353	5 462
		91 390	101 873	88 665
Dette à long terme	16	97 128	99 155	82 973
Provisions		4 979	4 805	4 855
Facturations progressives		5 773	8 810	7 803
Instruments financiers dérivés	12	1 662	1 158	1 716
Passifs d'impôt différé		18 582	18 931	16 315
Autres passifs	17	12 369	13 265	10 988
		231 883	247 997	213 315
Capitaux propres				
Capital émis	18	101 825	100 136	100 641
Surplus d'apport		2 736	3 330	3 145
Cumul des autres éléments du résultat global	20	6 540	7 463	11 198
Résultats non distribués		119 411	113 614	96 079
		230 512	224 543	211 063
		462 395 \$	472 540 \$	424 378 \$

Engagements (note 22)

Les notes ci-jointes, y compris la note 24 - *Passage aux Normes internationales d'information financière*, font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Pour les trimestres clos les 30 juin 2011 et 2010

(en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

	Notes	2011	2010
	6		
Ventes		91 873 \$	82 541 \$
Coût des ventes	5, 7, 11	76 394	70 705
Marge brute		15 479	11 836
Frais de vente et d'administration	7	6 396	5 964
Résultat opérationnel		9 083	5 872
Frais financiers	16	1 443	1 200
Résultat avant impôt sur le résultat et frais de restructuration		7 640	4 672
Frais de restructuration	8	-	368
Résultat avant impôt sur le résultat		7 640	4 304
Impôt sur le résultat		1 843	986
Résultat net		5 797 \$	3 318 \$
Bénéfice par action – de base	9	0,19 \$	0,11 \$
Bénéfice par action – dilué	9	0,19 \$	0,11 \$

ÉTATS DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉS

Pour les trimestres clos les 30 juin 2011 et 2010

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	2011	2010
	20		
Résultat net		5 797 \$	3 318 \$
Autres éléments du résultat global :			
Gain (perte) découlant de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger		(391)	3 865
Couverture de flux de trésorerie :			
Gains (pertes) sur évaluation des instruments financiers dérivés, déduction faite des impôts respectivement de 518 \$ et de 1 581 \$		1 579	(3 671)
Gains (pertes) sur instruments financiers dérivés reclassés à l'état des résultats consolidé, déduction faite des impôts respectivement de 1 029 \$ et de 524 \$		(2 882)	(1 477)
Gains (pertes) sur la couverture des investissements nets dans des établissements américains		367	-
Régimes de retraite à prestations définies :			
Gains actuariels (pertes actuarielles), déduction faite des impôts respectivement de 243 \$ et de 474 \$		(632)	(1 219)
Variation nette de la limite des actifs et des exigences de financement minimal, déduction faite des impôts respectivement de 399 \$ et de néant		1 036	-
Autres éléments du résultat global		(923)	(2 502)
Résultat global		4 874 \$	816 \$

Les notes ci-jointes, y compris la note 24 - *Passage aux Normes internationales d'information financière*, font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Pour les trimestres clos les 30 juin 2011 et 2010

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 31 mars 2011		100 136 \$	3 330 \$	7 463 \$	113 614 \$	224 543 \$
Actions ordinaires :	18					
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		1 611	(657)	-	-	954
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		78	-	-	-	78
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	18	-	63	-	-	63
Résultat net					5 797	5 797
Autres éléments du résultat global		-	-	(923)	-	(923)
Solde au 30 juin 2011		101 825 \$	2 736 \$	6 540 \$	119 411 \$	230 512 \$

	Notes	Capital émis	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Capitaux propres
Solde au 1^{er} avril 2010		100 641 \$	3 145 \$	11 198 \$	96 079 \$	211 063 \$
Actions ordinaires :	18					
Émises dans le cadre du régime d'options sur actions		142	-	-	-	142
Émises dans le cadre du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat		87	-	-	-	87
Rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société		(1 742)	-	-	(1 426)	(3 168)
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	18	-	55	-	-	55
Résultat net					3 318	3 318
Autres éléments du résultat global		-	-	(2 502)	-	(2 502)
Solde au 30 juin 2010		99 128 \$	3 200 \$	8 696 \$	97 971 \$	208 995 \$

Les notes ci-jointes, y compris la note 24 - *Passage aux Normes internationales d'information financière*, font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Pour les trimestres clos les 30 juin 2011 et 2010

(en milliers de dollars canadiens) (non audités)

	Notes	2011	2010
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés à ce qui suit :			
Activités opérationnelles			
Résultat net		5 797 \$	3 318 \$
Éléments hors trésorerie :			
Charge d'amortissement		5 865	6 094
Impôts différés		465	692
Perte à la vente d'immobilisations corporelles		28	-
Amortissement des frais de financement différés	16	110	42
Charge de désactualisation au titre des intérêts	16	483	391
Charge au titre du paiement fondé sur des actions	18	63	55
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles		12 811	10 592
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles	21	1 522	(8 622)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		14 333	1 970
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles		(4 206)	(3 195)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité limitée, montant net		(2 037)	(2 150)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		32	25
Augmentation des autres actifs		(1 500)	-
Acquisition d'entreprise	6	-	(28 813)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(7 711)	(34 133)
Activités de financement			
Augmentation de la dette à long terme	6, 16	1 493	17 566
Remboursement de la dette à long terme	6, 16	(1 797)	(1 923)
Rachat d'actions ordinaires	18	-	(3 168)
Émission d'actions ordinaires	18	1 032	229
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		728	12 704
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		(149)	1 616
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie au cours de la période		7 201	(17 843)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		32 910	46 591
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		40 111 \$	28 748 \$
Intérêts et impôts pris en compte dans les activités opérationnelles :			
Intérêts payés		828 \$	605 \$
Impôts payés		1 678 \$	261 \$

Les notes ci-jointes, y compris la note 24 - *Passage aux Normes internationales d'information financière*, font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les trimestres clos les 30 juin 2011 et 2010

(Tous les montants sont en milliers de dollars canadiens, sauf les données par action) (non audités)

Note 1. Nature des activités et information sur la Société

Héroux-Devtek Inc. est constituée en société en vertu des lois du Québec. Son siège social est situé au Complexe St-Charles, 1111, rue St-Charles Ouest, bureau 658, tour Est, Longueuil (Québec) Canada. Héroux-Devtek Inc. et ses filiales (la «Société») se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et la remise à neuf de systèmes et de composants utilisés principalement dans les secteurs Aérospatiale et Produits industriels.

Note 2. Base d'établissement

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour ce qui est des instruments financiers dérivés qui ont été évalués à la juste valeur.

Déclaration de conformité

Le 1^{er} avril 2011, la Société a adopté les Normes internationales d'information financière («IFRS») pour établir et présenter ses états financiers consolidés. Avant le présent exercice 2012, les états financiers consolidés étaient établis et présentés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada alors en vigueur («référentiel comptable antérieur»).

Par conséquent, les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*, et aux méthodes comptables que la Société prévoit appliquer à ses états financiers annuels consolidés pour l'exercice prenant fin le 31 mars 2012, telles qu'elles sont décrites à la note 3. Comme il s'agit de ses premiers états financiers consolidés préparés selon les IFRS, la Société a appliqué la norme IFRS 1 - *Première application des Normes internationales d'information financière*. Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2011 (et des périodes closes au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011), ainsi que le bilan d'ouverture au 1^{er} avril 2010, ont été retraités afin de les rendre conformes aux IFRS. Ces retraitements sont expliqués à la note 24.

La préparation des états financiers consolidés conformément aux IFRS fait appel à certaines estimations comptables critiques. Elle nécessite également que la direction fasse preuve de jugement dans l'application des conventions comptables de la Société. Les domaines particulièrement complexes qui exigent un niveau élevé de jugement ainsi que ceux où les hypothèses et les estimations sont importantes par rapport aux états financiers consolidés sont décrits à la note 4.

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société pour publication le 3 août 2011.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales, toutes en propriété exclusive.

Les présents états financiers consolidés regroupent les principales filiales en propriété exclusive de la Société suivantes :

- McSwain Manufacturing Corporation
- Progressive Incorporated
- Devtek Aerospace Inc.
- HDI Landing Gear (USA) Inc.
- Héroux-Devtek Mexico S.A. de C.V. (depuis l'exercice 2012)

Les filiales sont pleinement consolidées à partir de la date d'acquisition, c'est-à-dire la date de prise de contrôle par la Société, et continuent d'être consolidées jusqu'à la date de cessation de ce contrôle. Les états financiers des filiales sont préparés pour la même période de présentation de l'information financière que celle de Héroux-Devtek Inc., selon les mêmes méthodes comptables.

Toutes les transactions et tous les soldes de compte intersociétés sont complètement éliminés.

Note 3. Résumé des principales méthodes comptables

A. Devises

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens. Chaque entité de la Société comptabilise les transactions dans sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers consolidés de chaque entité sont évalués au moyen de cette monnaie.

La monnaie fonctionnelle de Héroux-Devtek Inc. et de ses activités au Canada et au Mexique est le dollar canadien. La monnaie fonctionnelle de ses activités aux États-Unis est le dollar américain. La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie représentative de l'environnement économique principal dans lequel cette dernière exerce ses activités.

a. Conversion des transactions et des soldes des comptes

Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont reconvertis au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date de clôture. Toutes les différences sont incluses dans l'état des résultats consolidé.

Les éléments non-monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change à la date des transactions.

b. Conversion des états financiers des établissements à l'étranger

Les actifs et les passifs des établissements à l'étranger sont convertis en dollars canadiens au taux de change à la date de clôture et l'état des résultats consolidé est converti au taux de change moyen pour l'exercice. Les différences découlant de la conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et y demeurent jusqu'à la vente des investissements nets connexes pour être ensuite comptabilisées dans l'état des résultats consolidé.

B. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les dépôts à court terme ayant une échéance initiale d'au plus trois mois. Aux fins de l'état des flux de trésorerie consolidé, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie définis auparavant.

C. Stocks

Les stocks comprennent les matières premières, la main-d'œuvre directe et les coûts indirects de fabrication connexes. Le cas échéant, ils comprennent le montant de l'amortissement des coûts de développement capitalisés des contrats de vente connexes.

Les stocks comprennent les matières premières, les produits en cours de fabrication et les produits finis, lesquels sont évalués moindre du coût (méthode du coût unitaire) et de la valeur nette de réalisation.

La méthode du coût unitaire est la méthode selon laquelle les coûts de production réels sont imputés à chaque unité produite et comptabilisés dans l'état des résultats consolidé à mesure que les unités sont livrées. Les estimations de la valeur nette de réalisation sont fondées sur les données les plus fiables disponibles quant au montant des stocks que la Société prévoit réaliser. Ces estimations tiennent compte des fluctuations de prix ou de coût liées directement à des événements survenant après la date de clôture dans la mesure où de tels événements confirment des conditions existantes à la date de clôture.

D. Immobilisations corporelles

• Actifs acquis

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant (voir le point H). Ces coûts comprennent le coût de remplacement d'une partie importante d'une immobilisation corporelle. Les coûts comprennent également des coûts d'emprunt directement imputables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'un actif admissible (voir le point F).

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée d'utilité de l'actif comme suit :

- Bâtiments et améliorations locatives – 5 à 50 ans
- Machinerie et équipement – 3 à 15 ans
- Outillage utilisé pour des contrats précis – selon les quantités préétablies dans le contrat, sans toutefois dépasser la moindre des deux valeurs suivantes : dix ans ou la durée d'utilité. Les quantités prévues au contrat sont évaluées au début du stade de production, en tenant compte notamment des commandes fermes et des options. La direction de la Société mène des examens trimestriels et annuels.
- Les pièces d'outillage standard et générales – 5 ans.

- Matériel roulant – 3 à 10 ans
- Matériel informatique et de bureau – 3 à 15 ans

Un élément des immobilisations corporelles est décomptabilisé à la cession ou lorsque aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession. Le gain ou la perte lié(e) à la décomptabilisation de l'actif (calculé comme la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable de l'actif) est inclus(e) dans l'état des résultats consolidé de l'exercice pour lequel l'actif est décomptabilisé. La valeur résiduelle, la durée d'utilité et la méthode d'amortissement de l'actif sont révisées et ajustées annuellement en fin d'exercice, ou lorsque certaines circonstances le justifient.

La valeur actuelle du coût prévu du démantèlement de l'actif après son utilisation est comprise dans le coût de l'actif respectif si les critères de comptabilisation d'une provision sont respectés. Voir le point L – Provisions et la note 4 pour de plus amples informations sur la provision de démantèlement comptabilisée.

- **Actifs loués**

Pour déterminer si un accord est un contrat de location ou contient un tel contrat, il faut se fonder sur la substance de l'accord à la date d'entrée en vigueur et établir si l'exécution de l'accord dépend de l'utilisation d'un ou de plusieurs actifs déterminés ou si l'accord confère le droit d'utiliser l'actif.

La Société en tant que locataire

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée à la Société sont considérés comme des contrats de location-financement. Un contrat de location-financement est capitalisé à la date de prise d'effet du contrat à la juste valeur du bien loué ou, si elle est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, calculée selon le taux d'intérêt implicite du contrat de location. Les paiements au titre de la location sont ventilés entre les frais financiers et la réduction de l'obligation liée au contrat de location. Les frais financiers sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. Les actifs loués capitalisés sont comptabilisés dans les catégories d'immobilisations corporelles correspondant à leur nature. Les actifs loués capitalisés sont amortis sur la durée d'utilité estimée de l'actif ou sur la durée du contrat de location, selon la plus courte des deux, s'il n'y a pas de certitude raisonnable que la Société deviendra propriétaire des actifs avant l'expiration du contrat de location.

Les contrats de location aux termes desquels la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété n'est pas transférée à la Société sont considérés comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent.

E. Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée comprennent les coûts de développement capitalisés, le carnet de commandes et les logiciels. Ils sont évalués au coût à leur comptabilisation initiale. Le coût de ces actifs incorporels acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises est comptabilisé à la juste valeur à la date d'acquisition. Suivant la comptabilisation initiale, ils sont inscrits au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant.

Les coûts de développement liés à un contrat de vente en particulier sont capitalisés à titre d'actifs incorporels lorsque la Société remplit les critères suivants :

- La faisabilité requise pour achever l'actif incorporel afin qu'il soit prêt à être utilisé ou vendu
- L'intention de la Société d'achever l'actif incorporel
- Sa capacité d'utiliser ou de vendre l'actif
- La probabilité que l'actif générera des avantages économiques futurs
- La disponibilité des ressources pour achever l'actif
- La capacité d'évaluer de manière fiable les dépenses imputables durant la phase de mise en œuvre

Les coûts de développement capitalisés (conception et fabrication) liés aux contrats de vente sont amortis en fonction des quantités préétablies dans le contrat. Ils sont présentés déduction faite de l'aide gouvernementale et des contributions des clients.

Les quantités déterminées par contrat sont établies selon l'évaluation par la direction au début de la production pour chaque contrat, en tenant compte, entre autres facteurs, des commandes fermes et des options existantes. La direction de la Société mène des examens trimestriels ainsi qu'un examen annuel détaillé, au quatrième trimestre, des quantités établies par contrat et des coûts de développement capitalisés liés aux contrats, et de la recouvrabilité de ces coûts.

Suivant la comptabilisation initiale des coûts de développement capitalisés, l'actif est comptabilisé au coût moins l'amortissement et les pertes de valeur cumulés, le cas échéant. L'amortissement commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être utilisé. Durant la période de développement, l'actif est soumis à un test de dépréciation annuel.

Les actifs incorporels à durée d'utilité déterminée sont amortis sur leur durée d'utilité et soumis à un test de dépréciation lorsqu'il y a lieu de penser que l'actif incorporel pourrait avoir subi une perte de valeur. La période et la méthode d'amortissement d'un actif incorporel à durée d'utilité déterminée sont revues au moins à chaque fin d'exercice ou lorsque des circonstances particulières le justifient. Tout changement apporté à la durée d'utilité prévue ou au modèle prévu de consommation des avantages économiques futurs inclus est comptabilisé comme tel dans les estimations comptables (voir la note 4).

Les logiciels sont amortis sur une période de 3 à 5 ans. Le carnet de commandes est amorti en fonction des unités livrées dans le cadre des contrats de vente connexes.

Le gain ou la perte découlant de la décomptabilisation d'un actif incorporel correspond à la différence entre le produit net de la cession et la valeur comptable de l'actif, et est comptabilisé dans l'état des résultats consolidé.

F. Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges lorsqu'ils surviennent, sauf lorsqu'ils sont capitalisés à même le coût d'un actif admissible. Les coûts d'emprunt sont capitalisés lorsque la Société :

- engage des dépenses pour l'actif;
- engage des coûts d'emprunt; et
- entreprend des activités qui sont nécessaires pour préparer l'actif en vue de son utilisation ou de sa vente, dans la mesure où ces activités sont menées sur une période dépassant le cycle opérationnel normal de la Société (12 mois).

Par contre, la Société cesse de capitaliser les coûts d'emprunt lorsque la quasi-totalité des activités nécessaires pour préparer l'actif admissible en vue de son utilisation ou de sa vente sont terminées.

G. Regroupements d'entreprises et goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Le coût d'une acquisition correspond à la juste valeur des actifs cédés, des instruments de capitaux propres émis et des passifs pris en charge à la date d'acquisition. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels pris en charge sont initialement évalués à la juste valeur à la date d'acquisition. Les frais d'acquisition engagés sont passés en charges et inclus dans les frais de vente et d'administration.

Après la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué au coût moins les pertes de valeur cumulées, le cas échéant. Aux fins du test de dépréciation, le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises est, à partir de la date d'acquisition, affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie («UGT») de la Société ou à chacun des groupes d'UGT qui devraient bénéficier des synergies du regroupement, indépendamment du fait que d'autres actifs ou passifs de l'entreprise acquise soient attribués à ces unités. Une UGT est le plus petit groupe d'actifs identifiable qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs.

Lorsque le goodwill fait partie d'une UGT et que l'entité se sépare d'une partie de l'entreprise au sein de cette unité, le goodwill associé à l'entreprise cédée est inclus dans la valeur comptable de cette entreprise aux fins du calcul du gain ou de la perte lié à la cession de l'entreprise. Le goodwill cédé dans de telles circonstances est évalué en fonction des valeurs relatives de l'entreprise cédée et de la partie de l'UGT conservée.

H. Perte de valeur du goodwill et des autres actifs non financiers

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation annuellement et lorsque des circonstances particulières le justifient. La perte de valeur est établie en évaluant la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle se rapporte le goodwill. La valeur recouvrable d'une UGT est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'une UGT diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité, et est établie pour une UGT. La Société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie pour estimer la valeur d'utilité, qui consiste en des flux de trésorerie futurs dérivés du plus récent budget triennal et du plan stratégique approuvés par la direction et le conseil d'administration de la Société. Ces flux de trésorerie futurs tiennent compte du rendement passé de chaque UGT, de la part de marché et des tendances économiques, ainsi que des tendances du marché et de l'industrie, et des stratégies de l'entreprise. Un taux de croissance perpétuel est utilisé pour les flux de trésorerie au-delà de cette période de trois ans. Le taux de croissance perpétuel est établi en fonction des marchés particuliers auxquels les UGT participent. Le taux d'actualisation utilisé par la Société pour les flux de trésorerie est un taux avant impôt basé sur le coût moyen pondéré du capital se rapportant à chaque UGT, qui reflète l'évaluation actuelle, par le marché, i) de la valeur temps de l'argent; et ii) des risques propres à l'actif. Lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est comptabilisée. Des pertes de valeur liées au goodwill ne peuvent être reprises dans des périodes futures.

Pour les actifs non financiers autres que le goodwill, la Société évalue à chaque date de clôture s'il existe un indice que la valeur comptable pourrait être dépréciée. S'il existe un tel indice, la Société estime le montant recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est le montant le plus élevé entre la juste valeur d'un actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité, et est établie pour un actif en particulier, à moins que l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes de celles générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs, la valeur recouvrable est établie par référence à la valeur d'utilité de l'UGT. Lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés à leur valeur actuelle selon un taux avant impôt qui reflète les évaluations actuelles, par le marché, de la valeur temps de l'argent et des risques propres à l'actif. Pour calculer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, un modèle d'évaluation approprié est utilisé. Ces calculs sont corroborés par des multiples d'évaluation ou d'autres indicateurs disponibles de la juste valeur.

En ce qui concerne les actifs non financiers autres que le goodwill, une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise si la valeur recouvrable estimée a changé depuis la comptabilisation de la dernière perte de valeur. Cette valeur accrue ne peut dépasser la valeur comptable qui aurait été établie, déduction faite de l'amortissement cumulé, si aucune perte de valeur n'a été comptabilisée pour l'actif dans les exercices antérieurs. Cette reprise est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

I. Actifs financiers

Actifs à la juste valeur

À la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net («JVBRN»), des prêts et créances («P&C») ou des instruments de couverture efficace («couvertures»).

Lorsque des actifs financiers sont comptabilisés initialement, ils sont évalués à la juste valeur, plus les coûts de transaction directement attribuables. Les achats et les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de la transaction, soit la date à laquelle la Société s'engage à acheter ou à vendre les actifs.

JVBRN

Les actifs financiers classés comme des JVBRN sont acquis dans le but d'être vendus à brève échéance. Ils comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Les JVBRN sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. La Société détermine si les instruments financiers dérivés incorporés doivent être séparés de leur contrat hôte au moment où elle devient partie au contrat. Des révisions de l'évaluation ne peuvent avoir lieu que dans les cas où un changement des modalités du contrat entraîne une modification importante des flux de trésorerie qui seraient autrement requis.

P&C

Les P&C sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les P&C comprennent les comptes clients et autres créances à l'exclusion des créances gouvernementales comprises dans les autres actifs à court terme. Les P&C sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. Lorsqu'il existe une preuve objective que les P&C ont subi une perte de valeur, la valeur de la perte correspond à l'écart entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés au taux d'intérêt effectif de l'actif financier (c.-à-d. le taux d'intérêt effectif calculé à la comptabilisation initiale). La valeur comptable de l'actif est réduite par l'intermédiaire d'une provision, et la perte est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

Si, dans une période ultérieure, le montant de la perte de valeur diminue et que cette diminution peut être liée objectivement à un événement survenu après la comptabilisation de la perte de valeur, la perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise en ajustant le compte de provision. Toute reprise ultérieure d'une perte de valeur est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

En ce qui concerne les comptes clients, une provision pour perte de valeur est établie lorsqu'il existe des raisons objectives (comme la probabilité d'une insolvabilité ou d'importantes difficultés financières du débiteur) de croire que la Société ne pourra pas recouvrer tous les montants exigibles en vertu des modalités de la facture. La valeur comptable du compte client est réduite par l'intermédiaire d'une provision.

Couvertures

Les couvertures comprennent des contrats de change à terme et des ententes de swap de taux d'intérêt. Elles sont comptabilisées à la juste valeur. La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé.

La Société évalue à chaque date de clôture si un actif financier a subi une perte de valeur.

Décomptabilisation des actifs financiers

Un actif financier est décomptabilisé lorsque :

- les droits de recevoir des flux de trésorerie de l'actif ont expiré;
- la Société conserve le droit de recevoir des flux de trésorerie de l'actif, mais s'est engagée à payer ces flux de trésorerie en entier sans délai important à un tiers dans le cadre d'un arrangement «avec flux identiques»;
- la Société a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie de l'actif et a) a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif; ou b) n'a ni transféré ni conservé la quasi-totalité des risques et des avantages de l'actif, mais a transféré le contrôle de l'actif.

Les débiteurs ayant subi une perte de valeur sont décomptabilisés lorsqu'ils sont évalués comme étant irrécouvrables.

J. Passifs financiers

Passifs à la juste valeur

Les passifs financiers classés à la JVBRN comprennent les instruments financiers dérivés, sauf ceux qui sont désignés comme couvertures. Ils sont comptabilisés à la juste valeur, et les gains et pertes sont comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. Les gains et pertes sur les couvertures sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Autres passifs financiers

Les dettes, les emprunts, et les comptes fournisseurs et charges à payer sont initialement comptabilisés à la juste valeur moins les coûts de transaction directement attribuables, et n'ont pas été désignés comme JVBRN.

Après la comptabilisation initiale, ils sont par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Décomptabilisation des passifs financiers

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation sous-jacente au passif est acquittée, annulée ou a pris fin.

K. Instruments financiers dérivés et couvertures

Instruments financiers dérivés

La Société utilise des instruments financiers dérivés, comme les contrats de change à terme et les ententes de swap de taux d'intérêt, pour couvrir ses risques associés aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt. Ces instruments financiers dérivés sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date à laquelle un contrat dérivé est passé. Ils sont ultérieurement évalués à la juste valeur. Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à titre d'actifs financiers lorsque la juste valeur est positive, et à titre de passifs financiers lorsqu'elle est négative.

La juste valeur des contrats de change à terme est calculée selon les taux de change à terme courants pour des contrats dont les échéances sont similaires. La juste valeur des ententes de swap de taux d'intérêt est établie selon les valeurs de marché pour des instruments similaires.

Couvertures des flux de trésorerie

Aux fins de la comptabilité de couverture, toutes les couvertures sont classées comme couvertures de flux de trésorerie sauf en ce qui concerne les couvertures d'investissements nets dans des établissements américains (voir plus bas). La couverture du risque lié à la variabilité des flux de trésorerie est imputable à un passif comptabilisé ou à une transaction en devises prévue très probable.

Au moment de la mise en place d'une relation de couverture, la Société désigne et consigne officiellement la relation de couverture à laquelle elle souhaite appliquer la comptabilité de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de gestion du risque qui sous-tendent la couverture. Cela comprend l'identification de la couverture, de la transaction couverte ou de l'élément couvert, de la nature du risque couvert et de la façon dont l'entité appréciera l'efficacité de la couverture. On s'attend à ce que ces couvertures soient très efficaces pour compenser les variations des flux de trésorerie et qu'elles soient appréciées trimestriellement afin d'établir si elles ont effectivement été très efficaces tout au long des périodes désignées.

La variation de la juste valeur de la partie efficace des couvertures est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé. Les montants constatés dans les autres éléments du résultat global sont

transférés à l'état des résultats consolidé lorsque la transaction couverte a une incidence sur le résultat, comme c'est le cas lorsque le produit financier couvert ou les frais financiers couverts sont comptabilisés ou lorsqu'une vente prévue se réalise. S'il n'est plus probable que la transaction prévue ou l'engagement ferme se réalise, les montants antérieurement comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global sont transférés à l'état des résultats consolidé.

Couverture des investissements nets dans les établissements américains

La Société désigne une partie de la dette à long terme à titre de couverture de ses investissements nets dans les établissements américains. La partie des gains ou pertes sur l'élément de couverture qui est considéré comme une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé. Les montants comptabilisés dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans l'état des résultats consolidé à la cession des investissements nets.

L. Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a l'obligation actuelle (juridique ou implicite) 1) résultant d'un événement passé, 2) lorsqu'il est plus probable qu'improbable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et 3) lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge liée à toute provision est comptabilisée dans l'état des résultats consolidé, diminuée de tout remboursement.

Si la date prévue de règlement dépasse douze mois à partir de la date de comptabilisation, les provisions sont actualisées à l'aide d'un taux d'intérêt courant avant impôt qui reflète les risques propres au passif. Lorsque les provisions sont actualisées, leur augmentation attribuable à l'écoulement du temps est comptabilisée en tant que frais financiers. Les provisions sont examinées périodiquement et ajustées au besoin.

Contrats déficitaires

Ils représentent des marges négatives prévues sur des contrats en cours ou dans le carnet de commandes fermes (bons de commande fermes).

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Société constituent essentiellement des coûts de remise en état liés à l'usine de fabrication de Longueuil, au Québec. La juste valeur de ces obligations est évaluée au cours de l'exercice pendant lequel les coûts sont identifiés et lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de leur juste valeur. La juste valeur des obligations correspond au montant estimé des flux de trésorerie futurs totaux actualisés des obligations juridiques afférentes à la mise hors service future de ces immobilisations. Les coûts des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont capitalisés au titre des immobilisations connexes et amortis sur leur durée d'utilité, tandis que les variations de la valeur actualisée des obligations sont comptabilisées dans l'état des résultats consolidé.

Garantie de produits

Cette provision couvre le coût des défauts connus ou prévus des produits selon les modalités de garantie.

Litiges

En raison de la nature de ses activités, dont l'achat ou la vente d'entreprises, la Société est exposée aux risques de litiges techniques et commerciaux. Selon l'information dont elle disposait à la date de clôture, la Société a effectué un examen des risques financiers auxquels elle pourrait être exposée. La provision comptabilisée couvre les risques liés à ces litiges.

M. Facturations progressives

Les facturations progressives représentent les montants reçus des clients en contrepartie de coûts engagés à l'égard de contrats précis. Ces montants sont reclassés dans les ventes au moment où les unités connexes sont livrées et facturées aux clients.

N. Frais de financement différés

Les frais de financement différés liés à la dette à long terme sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur une période de cinq ans, ce qui représente la durée de la dette à long terme connexe.

O. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

La Société a des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui fournissent des prestations de retraite à ses employés.

Dans le cas des régimes de retraite à prestations définies, les prestations de retraite sont fondées soit sur les années de service et un montant fixe ou sur les années de service et le salaire moyen final, ou sur les modalités d'ententes individuelles.

L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations définies est fondée sur la méthode des unités de crédit projetées (qui fait appel à la meilleure estimation de la direction concernant l'évolution future des niveaux de salaire, le cas échéant, l'augmentation des autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés et d'autres facteurs actuariels).

Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.

Les gains actuariels (pertes actuarielles) résultent de la différence entre le rendement réel des actifs des régimes au cours d'une période et leur taux de rendement à long terme prévu pendant cette période, ainsi que des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées. Les gains actuariels (pertes actuarielles) sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global.

Les coûts des services passés dont les droits aux prestations sont acquis découlant des modifications apportées aux régimes sont immédiatement comptabilisés dans l'état des résultats consolidé. Les coûts des services passés dont les droits aux prestations ne sont pas acquis sont comptabilisés selon la méthode linéaire sur la période moyenne jusqu'à ce que les droits aux prestations deviennent acquis.

La comptabilisation d'un actif au titre des régimes à prestations définies se limite à la valeur actuelle des avantages économiques disponibles, soit sous forme de remboursements par le régime, soit sous forme de diminutions des cotisations futures au régime, et aux coûts des services passés non comptabilisés et cumulés dont les droits aux prestations ne sont pas acquis. De plus, les exigences minimales de financement peuvent restreindre la disponibilité des remboursements ou des diminutions des cotisations futures, et même déclencher un passif. Les ajustements découlant de la limite des actifs et des exigences minimales de financement sont immédiatement comptabilisés en totalité dans les autres éléments du résultat global.

P. Paiement fondé sur des actions

Régime d'options sur actions

La Société offre un régime d'options sur actions en vertu duquel des options visant l'achat d'actions ordinaires sont émises essentiellement en faveur des dirigeants et d'employés clés. La Société utilise le modèle binomial pour déterminer la juste valeur des options sur actions. Le coût des options sur actions est amorti à l'état des résultats consolidé au cours de la période d'acquisition des options à l'aide du mode d'amortissement graduel. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans le surplus d'apport.

Régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat

La Société offre un régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat qui permet aux membres clés de la direction de souscrire, au moyen de retenues salariales, un certain nombre d'actions ordinaires émises par la Société. Le prix de souscription des actions ordinaires représente 90 % du cours de clôture moyen (basé sur les cinq jours précédents) de l'action ordinaire de la Société à la Bourse de Toronto («TSX»). L'émission d'actions ordinaires est comptabilisée dans le capital émis. En outre, la Société verse un montant égal à 50 % des cotisations des employés, montant qui ne peut excéder 10 % du salaire annuel de base des employés, en attribuant aux employés des actions ordinaires additionnelles acquises à la TSX au cours du marché. Toutefois, la cotisation de la Société ne peut excéder 4 % du salaire de base annuel des employés. Les actions ordinaires achetées par la Société au nom des employés sont comptabilisées à titre de charge de rémunération, dans les frais de vente et d'administration.

Régime de droits à la plus-value d'actions («DPVA»)

La Société a offert jusqu'en août 2010 (voir ci-après) un régime de DPVA en vertu duquel des DPVA étaient attribués aux administrateurs non salariés. Même si le régime de DPVA a été remplacé par un régime d'unités d'actions différées («UAD»), les DPVA en circulation émis avant août 2010 sont toujours en vigueur. Ce régime permet aux participants de recevoir sous forme de prime, à la date d'exercice d'un DPVA, une contrepartie au comptant égale à l'excédent du cours des actions ordinaires à la date d'exercice du DPVA sur sa valeur attribuée initiale du DPVA. Les DPVA sont imputés aux résultats sur leur durée d'acquisition, et leur coût est déterminé selon un modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. La charge de rémunération connexe est incluse dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée dans les comptes fournisseurs et charges à payer jusqu'à ce que les DPVA soient exercés ou annulés.

En août 2010, le conseil d'administration a décidé de mettre un terme au régime de DPVA et de le remplacer par un régime d'UAD (voir ci-après), qui a été approuvé en mai 2011.

Régime d'UAD

Depuis mai 2011, la Société offre un régime d'UAD, qui remplace le régime de DPVA (voir ci-dessus), en vertu duquel des droits sont attribués aux administrateurs non salariés. Ce régime permet aux participants de recevoir une rémunération à la date de départ, à titre de membres du conseil d'administration, qui représente une contrepartie au comptant égale au cours coté des actions ordinaires de la Société pour chaque UAD.

Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé selon un modèle d'évaluation, puis réévalué à chaque période de présentation de l'information financière. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % de ses honoraires annuels d'administrateur en UAD. Les droits afférents à ces UAD sont acquis sur une période d'un an. La charge de rémunération y rattachée se trouve dans les frais de vente et d'administration, et sa contrepartie est comptabilisée au titre des comptes fournisseurs et charges à payer.

Q. Comptabilisation des produits

Les produits sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les avantages économiques iront à la Société et qu'ils peuvent être évalués de façon fiable. Les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue, compte non tenu des droits et de la taxe de vente. La comptabilisation des produits est également assujettie aux critères suivants :

Vente de biens

Les produits tirés de la vente de biens, qui comprennent les travaux d'entretien et de remise à neuf, sont comptabilisés lorsque les risques et avantages significatifs liés à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur, habituellement à la livraison des biens. Les produits tirés de la vente de biens liés aux secteurs Aérospatiale et Produits industriels sont comptabilisés à mesure que les unités connexes sont livrées, que le prix de vente est déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

Produits d'intérêt

Les revenus sont comptabilisés à mesure que les intérêts s'accroissent selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les produits d'intérêt sont présentés en tant que déduction des frais financiers (voir la note 16).

R. Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale, qui comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt ainsi que la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales, est comptabilisée lorsqu'il y a une assurance raisonnable qu'elle sera reçue et que toutes les conditions liées seront respectées. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un passif, elle est comptabilisée en tant que réduction des charges au cours de la période nécessaire pour faire correspondre systématiquement l'aide gouvernementale aux coûts qu'elle est censée compenser. Lorsque l'aide gouvernementale est liée à un actif, elle est déduite du coût de l'actif connexe (immobilisations corporelles, coûts de développement capitalisés ou stocks).

Les prêts non remboursables sous conditions des autorités gouvernementales sont comptabilisés à titre d'aide gouvernementale s'il existe une assurance raisonnable que l'entité remplira les conditions relatives à la dispense de remboursement du prêt.

Les avantages découlant des prêts consentis par des autorités gouvernementales assortis d'un taux d'intérêt inférieur à celui du marché sont évalués au début des prêts en tant que différence entre la trésorerie reçue et le montant auquel les prêts sont initialement comptabilisés dans le bilan consolidé. À la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un prêt à un taux d'intérêt inférieur à celui du marché est estimée être la valeur actuelle de tous les décaissements futurs de trésorerie, actualisée à l'aide du taux d'intérêt du marché en vigueur pour un instrument similaire ayant une notation semblable.

S. Impôt sur le résultat

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible sont évalués au montant que l'on s'attend à payer aux administrations fiscales ou à recouvrer de celles-ci en utilisant les taux d'impôt et les réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

L'impôt exigible se rapportant à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans l'état des résultats consolidé.

Impôt différé

L'impôt différé est calculé selon la méthode du report variable pour les différences temporelles existant à la date de clôture entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leur valeur comptable aux fins de présentation de l'information financière.

Des actifs et des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables, sauf :

- lorsque le passif d'impôt différé découle de la comptabilisation initiale du goodwill ou d'un actif ou passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, au moment de la transaction, n'a d'incidence ni sur le résultat (la perte) comptable ni sur le résultat (la perte) imposable;
- en ce qui concerne les différences temporelles imposables liées à des participations dans des filiales, lorsque l'on est capable de contrôler la date à laquelle les différences temporelles se résorberont et qu'il est probable que les différences temporelles ne se résorberont pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles, crédits d'impôt reportés en avant ou inutilisés et pertes fiscales reportées, dans la mesure où il est probable qu'un résultat imposable sera disponible et auquel on pourra imputer le report en avant de différences temporelles déductibles de crédits d'impôt et de pertes fiscales non utilisés.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est examinée à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un résultat imposable suffisant sera disponible pour permettre la réalisation de la totalité ou d'une partie de l'actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont réévalués à chaque date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif est réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

L'impôt différé associé à des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

Les actifs et les passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôt exigible contre les passifs d'impôt exigible et que l'impôt différé concerne des impôts prélevés par la même administration fiscale à l'égard de la même entité imposable.

Tous les actifs et passifs d'impôt différé sont classés comme étant à long terme.

Taxe de vente

Les ventes, les charges et les actifs sont comptabilisés compte non tenu du montant de la taxe de vente, sauf lorsque la taxe de vente payable sur l'achat de biens ou de services n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale, auquel cas la taxe de vente est comptabilisée dans le coût d'acquisition de l'actif ou dans la charge connexe, selon le cas.

Les comptes clients et les comptes fournisseurs sont comptabilisés compte tenu du montant de la taxe de vente.

Le montant net de la taxe de vente recouvrable auprès de l'administration fiscale, ou payable à celle-ci, est compris dans les autres actifs à court terme ou les comptes fournisseurs et charges à payer dans le bilan consolidé.

T. Bénéfice par action

Le bénéfice par action est déterminé à l'aide du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice. Le calcul du bénéfice dilué par action tient compte de l'exercice de tous les facteurs de dilution. Cette méthode suppose que le produit provenant des options sur actions dans la monnaie serait utilisé pour racheter des actions ordinaires à leur cours moyen pendant l'exercice.

U. Normes publiées mais non encore entrées en vigueur

IFRS 9 - *Instruments financiers*

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9 - *Instruments financiers*, première étape de son projet visant à remplacer l'IAS 39 - *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 13 - *Évaluation de la juste valeur*

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 - *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} avril 2013, et l'application anticipée est permise.

La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura l'adoption de ces nouvelles normes.

Note 4. Principaux jugements, estimations et hypothèses comptables

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des jugements et des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des produits, des charges, des actifs et des passifs ainsi que sur la présentation de passifs éventuels à la date de clôture. Toutefois, l'incertitude à l'égard de ces hypothèses et estimations pourrait se traduire par la nécessité d'apporter des ajustements importants à la valeur comptable des actifs ou des passifs.

Dans le cadre de l'application des méthodes comptables de la Société, la direction a fait des jugements et des estimations et a formulé des hypothèses. Les principaux jugements, estimations et hypothèses relatifs à l'avenir et à d'autres sources d'estimations incertaines à la date de clôture qui pourraient amener des ajustements importants à la valeur comptable des actifs et des passifs sont présentés ci-dessous.

A. *Perte de valeur des actifs non financiers*

Il y a perte de valeur lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, soit le montant le plus élevé entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. Le calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente est fondé sur les données disponibles et tirées d'accords de vente irrévocables d'actifs similaires signés à l'occasion d'une transaction dans des conditions de concurrence normale et sur les prix de marché observables moins les coûts marginaux attribuables à la cession de l'actif. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur un modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie. Les flux de trésorerie sont dérivés du budget triennal et du plan stratégique de la Société et ne comprennent pas les activités de restructuration envers lesquelles la Société n'est pas encore engagées ni les importants investissements à venir qui amélioreront le rendement des actifs de l'unité génératrice de trésorerie qui fait l'objet du test. La valeur recouvrable est très sensible au taux d'actualisation utilisé dans le modèle de la valeur actualisée des flux de trésorerie ainsi qu'aux entrées de trésorerie futures attendues et au taux de croissance perpétuel utilisé aux fins de l'extrapolation. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable des différentes UGT, dont une analyse de sensibilité, sont expliquées plus en détail à la note 24.

B. *Paiement fondé sur des actions*

La Société comptabilise le coût des options sur actions, des UAD et des DPVA («attributions fondées sur des actions») en fonction de la juste valeur des actions ordinaires à la date à laquelle celles-ci sont attribuées. L'estimation de la juste valeur des attributions fondées sur des actions exige qu'un modèle d'évaluation approprié soit utilisé, lequel dépend des conditions de leur attribution. Cela comprend également la détermination des intrants les plus appropriés au modèle d'évaluation, dont la durée d'utilité attendue de l'attribution fondée sur des actions, la volatilité et le rendement des actions ordinaires, et les hypothèses relatives à ces intrants. La durée d'utilité attendue des attributions fondées sur des actions est fondée sur des données historiques et n'est pas nécessairement représentative des types d'exercice qui pourraient survenir. La volatilité prévue reflète l'hypothèse que la volatilité historique est représentative des tendances à venir, ce qui pourrait ne pas être le cas.

C. Actifs d'impôt différé

Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour les pertes fiscales non utilisées dans la mesure où il est probable que l'on disposera de résultats imposables auxquels ces pertes pourront être imputées. La direction doit porter un jugement afin de déterminer les actifs d'impôt différé qui peuvent être comptabilisés, en fonction du moment où l'on disposera de résultats imposables futurs et du montant de ces résultats ainsi que des stratégies de gestion fiscale futures.

D. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Le coût des régimes de retraite à prestations définies est déterminé à l'aide d'évaluations actuarielles. Il est nécessaire de formuler des hypothèses sur les taux d'actualisation, le rendement attendu des actifs, les hausses salariales futures, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite afin de procéder à l'évaluation actuarielle. La direction utilise les taux d'intérêt d'obligations de sociétés de première qualité pour déterminer les taux d'actualisation appropriés. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations sont assujetties à une incertitude importante.

E. Coûts de développement capitalisés

Les coûts de développement sont capitalisés conformément à la méthode comptable présentée à la note 3. La capitalisation initiale repose sur le jugement de la direction quant à la confirmation de la faisabilité économique, soit généralement lorsqu'un projet de développement d'un produit atteint un jalon défini dans le modèle de gestion du projet. Dans le cadre de la détermination des montants à capitaliser, la direction pose des hypothèses relatives à la génération de trésorerie attendue des actifs, aux taux d'actualisation à utiliser et à la durée attendue des avantages.

F. Provisions

La Société a comptabilisé des provisions afin de couvrir des coûts qui pourraient survenir lors de périodes futures. Afin de déterminer le montant des provisions, des hypothèses et des estimations sont posées relativement aux taux d'actualisation et au coût attendu de règlement de ces passifs.

G. Instruments financiers

Lors de la comptabilisation initiale, la valeur comptable de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (classés comme JVBRN), des comptes clients et autres débiteurs (classés comme P&C), des comptes fournisseurs et charges à payer, et comptes fournisseurs - autres (classés comme autre que JVBRN) se rapproche de leur juste valeur étant donné que ces éléments seront réalisés à moins d'un an ou sont recouvrables ou payables sur demande.

Une partie de la dette à long terme, y compris la tranche à court terme (classée comme autre que JVBRN) lors de leur comptabilisation initiale, est estimée à l'aide de modèles d'évaluation selon la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie conformément aux modes de financement utilisés. Les taux d'actualisation utilisés correspondent aux taux en vigueur sur le marché pour des titres de créance comportant des modalités semblables.

Instruments financiers dérivés

La Société a suivi la hiérarchie de valeur suivante, laquelle reflète l'importance des données utilisées pour évaluer les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés :

- Niveau 1 : les prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont des données observables de marché externe pour les actifs ou les passifs concernés, soit directement ou indirectement;
- Niveau 3 : les données qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

La juste valeur des instruments financiers dérivés présentée dans les bilans consolidés est calculée selon les modèles d'évaluation de la Société habituellement ceux de niveau 2. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités contractuelles de l'instrument dérivé et les facteurs des données observables de marché externe, comme les taux d'intérêt, les taux de change, et les facteurs de prix et de volatilité, s'il y a lieu (données du niveau 2). Ils tiennent également compte de la qualité de crédit des instruments financiers sous-jacents.

Note 5. Aide gouvernementale

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2011, la Société a comptabilisé une aide gouvernementale pour un montant de 325 \$ à titre de réduction du coût des ventes (620 \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2010) et un montant de 1 243 \$ à titre de réduction des immobilisations corporelles ou des coûts de développement capitalisés connexes (436 \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2010).

Note 6. Acquisition d'une entreprise

Le 28 avril 2010, la Société a annoncé qu'elle avait conclu l'acquisition, par l'entremise d'une filiale américaine, de la quasi-totalité des actifs nets d'Eagle Tool & Machine Co. et de sa filiale All Tools, Inc. (E-2 Precision Products), deux sociétés fermées américaines spécialisées dans la fabrication de composants usinés de précision destinés principalement au secteur Aérospatiale militaire, dont les ventes annuelles avant l'acquisition s'élevaient à environ 40 000 \$ selon leur exercice clos le 31 décembre 2009 et à 45 044 \$ pour une période de onze mois de l'exercice 2011.

Le prix d'acquisition total des actifs nets acquis, ainsi que les sources de financement, se répartissent comme suit :

Actifs nets acquis		Sources de financement	
Fonds de roulement	16 797 \$	Facilité de crédit (note 16)	16 711 \$
Immobilisations corporelles	8 498	Trésorerie	12 102
Carnet de commandes	1 390	Billet (note 16)	3 721
Goodwill	5 849		
	32 534 \$		32 534 \$

Les actifs incorporels identifiables liés à l'acquisition d'une entreprise, totalisant 1 390 \$, ont été affectés au carnet de commandes. La valeur du carnet de commandes a été déterminée au moyen de la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie. L'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur des actifs corporels nets acquis et le carnet de commandes acquis correspond au goodwill qui s'élève à 5 849 \$.

Le billet est remboursable au vendeur sur une période de 40 mois, à compter du 30 avril 2010, porte intérêt à un taux fixe de 5 % et est garanti par la Société. La valeur sous-jacente du carnet de commandes qui porte sur des contrats de vente particuliers est amortie au prorata sur la durée d'utilité des contrats de vente connexes et le nombre d'unités livrées.

Note 7. Coût des ventes, frais de vente et d'administration

Les principaux éléments des trimestres clos les 30 juin se présentent comme suit :

	2011	2010
Matières premières et pièces achetées	32 905 \$	29 411 \$
Charges liées aux employés	32 365	29 194
Amortissement	5 865	6 094
Autres	11 655	11 970
	82 790 \$	76 669 \$

Note 8. Frais de restructuration

Le 13 mai 2010, la Société a annoncé qu'elle lançait des initiatives en vue d'optimiser et de consolider sa capacité de production dans le secteur Aérospatiale, tout en améliorant encore davantage la productivité de ses installations situées au Québec. Par conséquent, la Société a fermé son usine de Rivière-des-Prairies, au Québec, en septembre 2010 et sa production a été transférée dans les autres installations de la Société situées dans la région métropolitaine de Montréal. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2010, la Société a comptabilisé des frais de restructuration s'élevant à 368 \$. Au 30 juin 2011 et au 31 mars 2011, la valeur du bâtiment rattaché à cette installation s'élevait à 611 \$ et est classifiée au titre des actifs détenus en vue de la vente sous la rubrique Autres actifs dans le bilan consolidé.

Note 9. Bénéfice par action

Le tableau suivant présente les éléments servant au calcul du bénéfice de base et dilué par action pour les trimestres clos les 30 juin :

	2011	2010
Résultat net	5 797 \$	3 318 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	30 214 742	30 236 562
Effet dilutif des options sur actions de la Société	300 846	213 898
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires diluées en circulation	30 515 588	30 450 460

Le calcul du bénéfice dilué par action ordinaire ne tient pas compte de l'effet de dilution potentiel de certaines options sur actions de la Société puisque leur effet est antidilutif. Pour le trimestre clos le 30 juin 2011, 335 000 options du régime de la Société (340 000 en 2010) ont été exclues du calcul du bénéfice dilué par action.

Note 10. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Encaisse	10 391 \$	7 787 \$	14 229 \$
Dépôts à court terme	29 720	25 123	32 362
	40 111 \$	32 910 \$	46 591 \$

L'encaisse porte intérêt à des taux variables fondés sur les taux créditeurs quotidiens. Les dépôts à court terme sont réalisés pour des périodes pouvant atteindre trois mois et portent intérêt aux taux des dépôts à court terme respectifs.

Note 11. Stocks

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Matières premières	46 271 \$	51 615 \$	47 327 \$
Produits en cours	82 835	77 498	57 995
Produits finis	5 350	5 724	11 418
	134 456 \$	134 837 \$	116 740 \$

Les montants des stocks comptabilisés à titre de coût des ventes pour les trimestres clos les 30 juin sont les suivants :

	2011	2010
Aérospatiale	63 925 \$	59 536 \$
Produits industriels	5 268	4 477
	69 193 \$	64 013 \$

Les pertes de valeur liées aux stocks pour les trimestres clos les 30 juin se présentent comme suit :

	2011	2010
Perte de valeur constatée à titre de coût des ventes	1 342 \$	1 506 \$
Reprise de perte de valeur antérieurement constatée à titre de réduction du coût des ventes	974 \$	799 \$

La reprise d'une perte de valeur de stocks découle de la réévaluation, à chaque date de clôture, de la valeur nette de réalisation des stocks en fonction des contrats de vente et des coûts de fabrication connexes. Elle comprend également les montants imputés à cette provision pour les produits livrés au cours de la période ayant auparavant fait l'objet d'une provision à l'égard de la valeur nette de réalisation.

Note 12. Instruments financiers dérivés

	À court terme			À long terme		
	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Actifs						
Contrats de change à terme et instruments financiers dérivés incorporés	10 290 \$	10 867 \$	7 568 \$	9 268 \$	9 926 \$	12 408 \$
Ententes de swap de taux d'intérêt	-	56	-	-	206	-
	10 290 \$	10 923 \$	7 568 \$	9 268 \$	10 132 \$	12 408 \$
Passifs						
Contrats de change à terme et instruments financiers dérivés incorporés	620 \$	852 \$	1 180 \$	1 167 \$	1 158 \$	1 436 \$
Ententes de swap de taux d'intérêt	143	-	841	495	-	280
	763 \$	852 \$	2 021 \$	1 662 \$	1 158 \$	1 716 \$

Contrats de change à terme

Au 30 juin 2011, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 158,4 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,0900 (dollar canadien par rapport au dollar américain («\$ CA/\$ US»)). Au 31 mars 2011 et au 1^{er} avril 2010, ces contrats totalisaient respectivement 159,0 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,1032 \$ CA/\$ US et 150,0 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,1436 \$ CA/\$ US. Ces contrats viendront à échéance au cours des quatre prochains exercices, la majorité échéant au cours des deux prochains exercices.

Au 30 juin 2011, la Société était également partie à des contrats de change à terme totalisant 6,5 millions de dollars américains à un taux de change moyen pondéré de 1,2320. Au 31 mars 2011 et au 1^{er} avril 2010, ces contrats totalisaient respectivement 7,7 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,2343 \$ CA/\$ US et 11,3 millions de dollars américains à un taux moyen pondéré de 1,2396 \$ CA/\$ US. Ces contrats viendront à échéance au cours des trois prochains exercices pour couvrir le risque de change lié à certains instruments financiers dérivés incorporés.

Ententes de swap de taux d'intérêt

Au 30 juin 2011 et au 31 mars 2011, la Société a conclu trois ententes de swap de taux d'intérêt, pour un montant total de 40 millions de dollars américains, fixant le TIOL à 3,90 % pour un montant de 20 millions de dollars américains et à 3,91 % pour un autre montant de 20 millions de dollars américains, et échéant en décembre 2015.

Au 1^{er} avril 2010, la Société a conclu deux ententes de swap de taux d'intérêt, pour un montant de respectivement 15 millions de dollars américains et 10 millions de dollars américains, fixant le TIOL à respectivement 5,53 % et à 1,75 %. Ces deux ententes de swap de taux d'intérêt ont été rachetées en mars 2011.

Note 13. Autres actifs à court terme

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir	9 449 \$	8 427 \$	8 096 \$
Taxes de vente à recevoir	2 386	1 713	1 195
Dépôts sur la machinerie et l'équipement (note 22)	429	223	772
Frais payés d'avance	2 641	2 498	2 151
Autres	1 879	1 877	1 111
	16 784 \$	14 738 \$	13 325 \$

Note 14. Immobilisations corporelles

Au 30 juin 2011, le coût des immobilisations corporelles et de l'outillage comprenait des actifs acquis aux termes de contrats de location-financement, pour un montant de 37 430 \$ (37 521 \$ au 31 mars 2011 et 38 307 \$ au 1^{er} avril 2010) et un amortissement cumulé de 13 205 \$ (12 455 \$ au 31 mars 2011 et 10 160 \$ au 1^{er} avril 2010).

Toutes les immobilisations corporelles, autres que celles acquises dans le cadre de contrats de location-financement, sont soumises à une charge de premier rang afin de garantir la facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie de la Société (voir la note 16).

Note 15. Comptes fournisseurs et charges à payer

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Comptes fournisseurs ¹	25 777 \$	32 495 \$	24 825 \$
Charges à payer ²	15 620	20 082	17 467
	41 397 \$	52 577 \$	42 292 \$

¹⁾ Les comptes fournisseurs ont généralement une échéance de 30 à 60 jours.

²⁾ Les charges à payer comprennent principalement des charges salariales à payer.

Note 16. Dette à long terme

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie («facilité de crédit») d'au plus 150 000 \$ (125 000 \$ au 1 ^{er} avril 2010), en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, dont l'échéance est le 15 mars 2016, portant intérêt au TIOL majoré de 1,875 % au 30 juin 2011 et au 31 mars 2011 (TIOL majoré de 1 % au 1 ^{er} avril 2010) et représentant un taux d'intérêt effectif de 2,1 % (2,2 % au 31 mars 2011 et 1,2 % au 1 ^{er} avril 2010). Au 30 juin et au 31 mars 2011, la Société avait prélevé 59 500 \$ américains (43 000 \$ au 1 ^{er} avril 2010) sur sa facilité de crédit.	57 388 \$	57 691 \$	43 679 \$
Prêts des autorités gouvernementales remboursables par versements annuels variables échéant à diverses dates jusqu'en 2026.	29 042	27 707	21 040
Obligations en vertu de contrats de location-financement portant toutes intérêt à des taux fixes variant de 4,2 % à 9,3 % échéant entre novembre 2012 et juillet 2016, ayant une période d'amortissement variant de cinq à huit ans, garanties par les immobilisations corporelles connexes, déduction faite des intérêts de 2 188 \$ (2 299 \$ au 31 mars 2011 et 3 605 \$ au 1 ^{er} avril 2010).	18 724	19 760	24 066
Billet remboursable sur une période de 40 mois, jusqu'en juillet 2013, à taux d'intérêt fixe de 5 % et garanti par la Société (note 6).	2 278	2 548	-
Frais de financement différés, montant net	(2 088)	(2 198)	(350)
	105 344	105 508	88 435
Moins : tranche à court terme	8 216	6 353	5 462
	97 128 \$	99 155 \$	82 973 \$

Facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie

En mars 2011, la Société a renouvelé et majoré ses facilités de crédit renouvelables de premier rang, consortiales et garanties en obtenant une facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie auprès d'un consortium de cinq banques à charte canadiennes et leurs filiales et succursales américaines et d'une succursale canadienne d'une banque américaine.

La facilité de crédit de cinq ans permet à la Société, ainsi qu'à ses filiales, d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars (en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains); ces fonds peuvent servir à financer le fonds de roulement et les dépenses en immobilisations et à d'autres fins générales de la Société. Ces fonds sont garantis par la totalité des actifs de la Société et de ses filiales, et sont assortis de certaines

clauses restrictives et de certaines sûretés fournies par la Société et ses filiales. La facilité de crédit comprend également une formule accordéon qui permet d'augmenter la facilité de crédit jusqu'à un montant de 225 millions de dollars tout au long du contrat de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Cette facilité de crédit vient à échéance le 15 mars 2016.

Les taux d'intérêt varient en fonction du taux préférentiel, du taux des acceptations bancaires, du TIOL ou du taux de base américain majoré selon le niveau d'endettement et des flux de trésorerie de la Société.

Prêts des autorités gouvernementales

Les prêts des autorités gouvernementales représentent essentiellement de l'aide gouvernementale pour l'acquisition d'équipement ou d'outillage spécialisés et pour la modernisation ou l'agrandissement des installations de la Société ou pour les coûts de développement capitalisés ou passés en charges pour des programmes aérospatiaux. Ces prêts ont été contractés en vertu de certains programmes régionaux du gouvernement fédéral et de programmes industriels du gouvernement provincial afin de promouvoir le développement de cette industrie au Canada. Certains de ces prêts sont soit remboursables selon certaines conditions spécifiques, plus particulièrement en fonction des ventes de la Société dans le secteur Aérospatiale et des ventes de produits pour certains types d'avions prédéterminés à l'intérieur de délais précis, soit fondés sur des calendriers de remboursement fixes. Les remboursements de prêts conditionnels sont examinés au moins une fois par année au moyen de la plus récente estimation des ventes connexes.

Les prêts des autorités gouvernementales ne portent habituellement pas intérêt ou sont assortis d'un taux inférieur à celui du marché. Ces prêts sont présentés à leur valeur actualisée selon un taux de marché correspondant chaque fois qu'ils sont reçus, et sont désactualisés au moyen d'une imputation à l'état des résultats consolidé selon la méthode du taux d'intérêt effectif et inclus dans l'état des résultats consolidé à titre de frais financiers.

Les taux d'intérêt effectifs pour ces prêts varient de 3,9 % à 7,2 %.

Clauses restrictives

La dette à long terme est assujettie au respect de certaines clauses restrictives, générales et financières, en ce qui concerne notamment le fonds de roulement, l'endettement, les flux de trésorerie et les capitaux propres de la Société et de certaines filiales. Au 30 juin 2011, la Société respectait toutes ces clauses restrictives.

Frais financiers

Les frais financiers pour les périodes closes les 30 juin se résument comme suit :

	2011	2010
Frais d'intérêt	845 \$	749 \$
Désactualisation au titre des intérêts sur les prêts des autorités gouvernementales	390	316
Amortissement des frais de financement différés	110	42
Commission d'attente	29	20
Autre charge de désactualisation au titre des intérêts	93	75
	1 467	1 202
Gain sur les instruments financiers classés comme JVBRN – produits d'intérêt	24	2
	1 443 \$	1 200 \$

Note 17. Autres passifs

Les autres passifs de la Société comprennent les éléments suivants :

	30 juin 2011	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite	12 254 \$	13 135 \$	10 790 \$
Autres	115	130	198
	12 369 \$	13 265 \$	10 988 \$

Note 18. Capital émis

Autorisé

Actions ordinaires avec droit de vote, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de premier rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité
Actions privilégiées de second rang pouvant être émises en séries, sans valeur nominale	Nombre illimité

Les droits, privilèges, restrictions et conditions des actions privilégiées peuvent être établis par le conseil d'administration.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2011 et l'exercice clos le 31 mars 2011, les variations d'actions ordinaires émises se présentent comme suit :

	30 juin 2011		31 mars 2011	
	Nombre	Capital émis	Nombre	Capital émis
Actions ordinaires émises et entièrement libérées				
Solde d'ouverture	30 173 798	100 136 \$	30 485 475	100 641 \$
Émises au comptant à l'exercice des options sur actions	200 323	1 611	245 221	1 144
Émises au comptant dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat	9 975	78	60 802	330
Rachetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société	-	-	(617 700)	(1 979)
Solde de clôture	30 384 096	101 825 \$	30 173 798	100 136 \$

Émission d'actions ordinaires

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2011, la Société a émis 210 298 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 4,91 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 1 032 \$, ce qui comprend l'émission de 200 323 actions ordinaires à la suite de l'exercice des options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 954 \$. La juste valeur initiale des options sur actions s'élevant à 657 \$ a été créditée au capital social et débitée du surplus d'apport. Les 9 975 actions ordinaires restantes ont été émises dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat de la Société pour une contrepartie totale en espèces de 78 \$.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2010, la Société a émis 52 185 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 4,38 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 229 \$, ce qui comprend l'émission de 35 000 actions ordinaires à la suite de l'exercice des options sur actions pour une contrepartie totale en espèces de 142 \$. Les 17 185 actions ordinaires restantes ont été émises dans le cadre du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat de la Société pour une contrepartie totale en espèces de 87 \$.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 25 novembre 2009, la Société a procédé à une offre publique de rachat dans le cours normal des activités («OPR»), selon laquelle elle pouvait racheter jusqu'à 1 500 000 de ses actions ordinaires, soit environ 5 % des actions émises et en circulation. L'OPR a pris fin le 24 novembre 2010.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2010, la Société a racheté 546 000 actions à un prix moyen de 5,80 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 3 168 \$ dans le cadre de l'OPR. L'excédent (1 426 \$) du coût des actions ordinaires sur leur valeur comptable moyenne (1 742 \$) a été comptabilisé en réduction des résultats non distribués de la Société.

A. Régime d'options sur actions

Au 30 juin 2011, le nombre total d'actions ordinaires réservé aux fins d'émission aux termes du régime s'établissait à 2 808 257, dont 43 718 n'avaient pas encore été attribuées.

Au cours des trimestres clos les 30 juin, le nombre d'options sur actions a varié comme suit :

	2011		2010	
	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options sur actions
Solde au début du trimestre	6,00 \$	1 393 000	5,83 \$	1 555 221
Attribuées	8,72	7 000	-	-
Exercées	4,76	(200 323)	4,06	(35 000)
Annulées / frappées d'extinction	-	-	7,43	(28 000)
Solde à la fin du trimestre	6,22 \$	1 199 677	5,85 \$	1 492 221

La charge d'options sur actions s'élevait à 63 \$ pour la période close le 30 juin 2011 (55 \$ pour le trimestre clos le 30 juin 2010).

B. Régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2011, la Société a émis 9 975 actions ordinaires (17 185 en 2010) et a attribué 4 040 actions ordinaires (6 666 en 2010) aux employés participants en vertu du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat. Pour le trimestre clos le 30 juin 2011, la charge liée à l'attribution des actions ordinaires totalisait 35 \$ (38 \$ en 2010).

Dans le cadre de ce régime, la Société a émis, de façon cumulative, 319 994 actions ordinaires et a attribué 134 867 actions ordinaires.

C. Régime de droits à la plus-value d'actions («DPVA»)

Au 30 juin 2011, de manière cumulative, 143 000 DPVA (150 500 au 30 juin 2010), devant venir à échéance à diverses dates entre les exercices 2012 et 2016, étaient encore en cours à une valeur attribuée moyenne pondérée de 6,21 \$ (6,14 \$ au 30 juin 2010).

Pour le trimestre clos le 30 juin 2011, la reprise de la charge au titre des DPVA totalisait 75 \$ (charge de 73 \$ en 2010).

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2010, aucun DPVA n'a été attribué, exercé ou annulé.

D. Régime d'unités d'actions différées («UAD»)

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2011, la Société a émis pour la première fois 15 171 UAD. La charge au titre des UAD totalisait 125 \$.

Note 19. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Pour les trimestres clos les 30 juin, le total des coûts liés aux prestations de retraite et aux avantages complémentaires de retraite se présente comme suit :

	2011	2010
Coûts liés aux régimes de retraite à cotisations définies	641 \$	547 \$
Coûts liés aux régimes de retraite à prestations définies	543	312
	1 184 \$	859 \$

Note 20. Cumul des autres éléments du résultat global

Les variations dans le cumul des autres éléments du résultat global se présentent comme suit :

	Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	Couvertures des flux de trésorerie	Couverture des investissements nets dans des établissements américains	Régimes de retraite à prestations définies	Total
Solde au 1 ^{er} avril 2010	- \$	11 198 \$	- \$	- \$	11 198 \$
Autres éléments du résultat global	3 865	(5 148)	-	(1 219)	(2 502)
Solde au 30 juin 2010	3 865 \$	6 050 \$	- \$	(1 219) \$	8 696 \$
Solde au 31 mars 2011	(3 573) \$	12 930 \$	590 \$	(2 484) \$	7 463 \$
Autres éléments du résultat global	(391)	(1 303)	367	404	(923)
Solde au 30 juin 2011	(3 964) \$	11 627 \$	957 \$	(2 080) \$	6 540 \$

Note 21. Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles

Pour les trimestres clos les 30 juin, la variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles se présente comme suit :

	2011	2010
Comptes clients	17 659 \$	475 \$
Impôts à recevoir	288	(367)
Stocks	381	4 757
Autres actifs à court terme	(800)	(650)
Comptes fournisseurs et charges à payer, et autres passifs	(11 855)	(7 973)
Comptes fournisseurs – autres	(859)	186
Provisions	(300)	(1 195)
Facturations progressives	(2 557)	(5 776)
Impôts à payer	(223)	219
Incidence des fluctuations du taux de change ¹	(212)	1 702
	1 522 \$	(8 622) \$

¹⁾ Refflète l'incidence totale des fluctuations du taux de change au cours de la période correspondante sur les éléments hors trésorerie présentés ci-dessus pour les filiales américaines de la Société.

Note 22. Engagements

La Société a émis des bons de commande relativement à de nouvelles acquisitions d'installations ainsi que de la machinerie et de l'équipement qui n'ont pas encore été livrés aux installations de la Société. Au 30 juin 2011, ces bons de commande totalisaient 5 299 \$ (3 938 \$ au 31 mars 2011 et 5 205 \$ au 1^{er} avril 2010), et des dépôts de 429 \$ (223 \$ au 31 mars 2011 et 772 \$ au 1^{er} avril 2010) ont été versés sur la machinerie et l'équipement et sont compris dans les autres actifs à court terme.

Note 23. Information sectorielle

D'après la nature des marchés de la Société (clients, techniques de fabrication et réglementation), il existe deux secteurs opérationnels importants : Aérospatiale et Produits industriels. Le secteur Aérospatiale comprend la conception, le développement, la fabrication, la réparation et la remise en état et la vente de systèmes et de composants pour l'aviation militaire et civile. Le secteur Produits industriels consiste essentiellement en la fabrication et la vente de composants de turbines à gaz et d'autres pièces usinées de haute précision destinés aux secteurs de l'énergie éolienne et de l'équipement lourd.

Les méthodes comptables utilisées à l'égard des secteurs opérationnels sont les mêmes que celles décrites dans le résumé des principales méthodes comptables. La Société comptabilise ses ventes et transferts intersectoriels et entre parties liées, le cas échéant, à la valeur d'échange, qui correspond à la contrepartie calculée et acceptée par les parties.

Les UGT Trains d'atterrissage et Aérostructure ont été regroupées afin de former le secteur Aérospatiale. Aux fins de l'affectation des ressources et de l'évaluation du rendement, la direction gère les résultats de ses unités opérationnelles par rapport aux résultats du secteur à présenter auquel elles se rapportent. La Société évalue le rendement de ses secteurs opérationnels selon le résultat opérationnel avant les frais financiers et la charge d'impôt sur le résultat. Les frais financiers et la charge d'impôt sur le résultat sont gérés sur une base consolidée.

Trimestres clos les 30 juin	2011			2010		
	Aérospatiale	Produits industriels	Total	Aérospatiale	Produits industriels	Total
Ventes	84 645 \$	7 228 \$	91 873 \$	76 042 \$	6 499 \$	82 541 \$
Résultats						
Résultat opérationnel	7 598	1 485	9 083	5 137	735	5 872
Frais financiers (non affectés)			1 443			1 200
Résultat avant impôt sur le résultat et frais de restructuration			7 640			4 672
Actifs	437 608	24 787	462 395	430 071	26 234	456 305
Passifs	226 100	5 783	231 883	241 455	5 854	247 309
Autres informations sectorielles :						
Acquisition d'immobilisations corporelles	3 439	767	4 206	3 019	176	3 195
Acquisition d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	2 037	-	2 037	2 150	-	2 150
Charge d'amortissement	5 299	566	5 865	5 435	659	6 094

Informations géographiques

Trimestres clos les 30 juin	2011			2010		
	Canada	États-Unis	Total	Canada	États-Unis	Total
Ventes	58 325 \$	33 548 \$	91 873 \$	55 836 \$	26 705 \$	82 541 \$
Immobilisations corporelles, montant net	91 063	57 090	148 153	91 914	61 544	153 458
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	16 402	3 555	19 957	9 911	5 064	14 975
Goodwill	15 093	20 780	35 873	15 093	23 035	38 128
Ventes à l'exportation ¹	34 085 \$			31 849 \$		

¹⁾ Les ventes à l'exportation sont réparties par pays en fonction de l'emplacement des clients.

Au cours des trimestres clos les 30 juin 2011 et 2010, respectivement 68 % et 66 % des ventes ont été faites auprès de clients américains.

Note 24. Passage aux Normes internationales d'information financière

Le Conseil des normes comptables du Canada a rendu obligatoire l'adoption des Normes internationales d'information financière («IFRS») pour les états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011 pour les sociétés ouvertes canadiennes ayant une obligation d'information du public.

Par conséquent, le 1^{er} avril 2011, la Société a adopté les IFRS pour la préparation et la présentation de ses états financiers consolidés. La Société a donc préparé ses états financiers consolidés pour le trimestre clos le 30 juin 2011 conformément aux IFRS. Les états financiers consolidés de l'exercice actuel prenant fin le 31 mars 2012 (et des périodes closes au cours de l'exercice actuel prenant fin le 31 mars 2012) ont été et seront préparés conformément aux IFRS. Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2011 et du trimestre clos le 30 juin 2010, ainsi que le bilan d'ouverture au 1^{er} avril 2010 (date de transition), ont été retraités pour les rendre conformes aux IFRS (voir ci-dessous).

Avant l'exercice actuel de 2012, les états financiers consolidés étaient préparés et présentés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada alors en vigueur (le «référentiel comptable antérieur»).

Rapprochement du référentiel comptable antérieur et des IFRS

L'IFRS 1 exige qu'une entité établisse un rapprochement des capitaux propres, du résultat net, du résultat global et des flux de trésorerie des périodes antérieures. L'incidence de la conversion aux IFRS sur les états des flux de trésorerie consolidés de la Société par rapport aux derniers états des flux de trésorerie consolidés dressés selon le référentiel comptable antérieur est directement liée aux incidences sur les états des résultats consolidés, les états du résultat global consolidés et les bilans consolidés, comme il est décrit ci-dessous. Les postes des états des flux de trésorerie consolidés les plus touchés par la conversion aux IFRS sont les suivants : le résultat net, l'amortissement, l'impôt différé, la charge de désactualisation au titre des intérêts et le remboursement de la dette à long terme.

Le tableau ci-dessous présente le rapprochement du référentiel comptable antérieur et des IFRS à l'égard des capitaux propres, du résultat net et du résultat global pour les périodes indiquées :

24.1 Rapprochement des bilans consolidés au 31 mars 2011 et au 1^{er} avril 2010 (date de transition) :

	Renvoi	31 mars 2011			1 ^{er} avril 2010		
		Référentiel comptable antérieur	Ajustements	IFRS	Référentiel comptable antérieur	Ajustements	IFRS
Actif à court terme							
Trésorerie et équivalents de trésorerie		32 910 \$	- \$	32 910 \$	46 591 \$	- \$	46 591 \$
Comptes clients		62 623	-	62 623	39 085	-	39 085
Impôts à recevoir		716	-	716	1 349	-	1 349
Autres débiteurs		12 240	(12 240)	-	11 174	(11 174)	-
Stocks	A5	101 472	33 365	134 837	84 408	32 332	116 740
Instruments financiers dérivés		10 923	-	10 923	7 568	-	7 568
Frais payés d'avance		2 498	(2 498)	-	2 151	(2 151)	-
Actifs d'impôt différé	A8	5 819	(5 819)	-	5 124	(5 124)	-
Autres actifs à court terme		-	14 738	14 738	-	13 325	13 325
		229 201 \$	27 546 \$	256 747 \$	197 450 \$	27 208 \$	224 658 \$
Immobilisations corporelles, montant net							
	A1	145 047 \$	5 630 \$	150 677 \$	137 670 \$	6 834 \$	144 504 \$
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net							
		18 486	-	18 486	11 698	-	11 698
Instruments financiers dérivés							
	A7	-	10 132	10 132	-	12 408	12 408
Goodwill							
	E1	40 398	(4 511)	35 887	35 621	(4 511)	31 110
Autres actifs							
	A7	10 743	(10 132)	611	12 408	(12 408)	-
Total de l'actif		443 875 \$	28 665 \$	472 540 \$	394 847 \$	29 531 \$	424 378 \$
Passif et capitaux propres							
Passif à court terme							
Comptes fournisseurs et charges à payer							
	E2, A6	68 893 \$	(16 316) \$	52 577 \$	58 069 \$	(15 777) \$	42 292 \$
Comptes fournisseurs – autres							
	A7	4 980	(852)	4 128	4 591	(2 021)	2 570
Provisions							
	E1, A2, A6	-	11 786	11 786	-	11 653	11 653
Facturations progressives							
	A5	-	24 555	24 555	-	24 529	24 529
Impôt à payer							
		1 622	-	1 622	138	-	138
Instruments financiers dérivés							
	A7	-	852	852	-	2 021	2 021
Passifs d'impôt différé							
	A8	6 474	(6 474)	-	7 161	(7 161)	-
Tranche à court terme de la dette à long terme							
	A1	5 136	1 217	6 353	4 250	1 212	5 462
		87 105 \$	14 768 \$	101 873 \$	74 209 \$	14 456 \$	88 665 \$
Dette à long terme							
	A1	94 376 \$	4 779 \$	99 155 \$	76 807 \$	6 166 \$	82 973 \$
Provisions							
	A2, A6	-	4 805	4 805	-	4 855	4 855
Facturations progressives							
	A5	-	8 810	8 810	-	7 803	7 803
Instruments financiers dérivés							
	A7	-	1 158	1 158	-	1 716	1 716
Passifs d'impôt différé							
	A8	20 547	(1 616)	18 931	15 791	524	16 315
Autres passifs							
	E2, A3, A6, A7	9 182	4 083	13 265	10 948	40	10 988
		211 210 \$	36 787 \$	247 997 \$	177 755 \$	35 560 \$	213 315 \$
Capitaux propres							
Capital émis							
		100 136 \$	- \$	100 136 \$	100 641 \$	- \$	100 641 \$
Surplus d'apport							
	A4	2 010	1 320	3 330	1 615	1 530	3 145
Cumul des autres éléments du résultat global							
	E3	(5 871)	13 334	7 463	(4 618)	15 816	11 198
Résultats non distribués							
		136 390	(22 776)	113 614	119 454	(23 375)	96 079
		232 665 \$	(8 122) \$	224 543 \$	217 092 \$	(6 029) \$	211 063 \$
Total du passif et des capitaux propres		443 875 \$	28 665 \$	472 540 \$	394 847 \$	29 531 \$	424 378 \$

24.2 Rapprochement des capitaux propres consolidés au 1^{er} avril 2010 (date de transition), au 31 mars 2011 et au 30 juin 2010 :

	<u>Renvoi</u>	
24.2.1 Capitaux propres selon le référentiel comptable antérieur au 31 mars 2010		<u>217 092</u>
Ajustements :		
Écarts de change au titre des établissements à l'étranger	E3	-
Acquisition d'une entreprise	E1	(1 365)
Méthode graduelle pour l'amortissement du coût des options sur actions	A4	-
Perte actuarielle non amortie liée aux régimes de retraite, montant net	E2	(3 642)
Coûts non amortis des services passés et de l'obligation transitoire liés aux régimes de retraite	A3	(1 060)
Autres	A1, A2	38
Total des ajustements		<u>(6 029)</u>
Capitaux propres selon les IFRS au 1^{er} avril 2010		<u>211 063</u>
	<u>Note</u>	
24.2.2 Capitaux propres selon le référentiel comptable antérieur au 31 mars 2011		<u>232 665</u>
Ajustements :		
aux capitaux propres au 1 ^{er} avril 2010	24.2.1	(6 029)
au résultat net de l'exercice clos le 31 mars 2011, qui influent sur les capitaux propres au 31 mars 2011	24.4	602
• Charge au titre du paiement fondé sur des actions incluse dans l'état des résultats consolidé		<u>(211)</u> 391
Ajustements des autres éléments du résultat global de l'exercice clos le 31 mars 2011, qui influent sur les capitaux propres au 31 mars 2011 :		
• Régimes de retraite – limite des actifs et exigences de financement minimal	24.4	(1 238)
• Régimes de retraite – perte actuarielle	24.4	(1 246)
Total des ajustements		<u>(8 122)</u>
Capitaux propres selon les IFRS au 31 mars 2011		<u>224 543</u>
	<u>Note</u>	
24.2.3 Capitaux propres selon le référentiel comptable antérieur au 30 juin 2010		<u>216 170</u>
Ajustements :		
aux capitaux propres au 1 ^{er} avril 2010	24.2.1	(6 029)
au résultat net du trimestre clos le 30 juin 2010, qui influe sur les capitaux propres consolidés au 30 juin 2010	24.3	135
• Charge au titre du paiement fondé sur des actions incluse dans l'état des résultats consolidé		<u>(60)</u> 75
Ajustements des autres éléments du résultat global du trimestre clos le 30 juin 2010, qui influent sur les capitaux propres consolidés au 30 juin 2010 :		
• Régimes de retraite – limite des actifs et exigences de financement minimal	24.3	-
• Régimes de retraite – perte actuarielle	24.3	(1 219)
• Divers	24.3	(2)
Total des ajustements		<u>(7 175)</u>
Capitaux propres selon les IFRS au 30 juin 2010		<u>208 995</u>

24.3 Rapprochement du résultat net et du résultat global pour le trimestre clos le 30 juin 2010 :

	<u>Renvoi</u>	<u>Référentiel comptable antérieur</u>	<u>Ajustements</u>	<u>IFRS</u>
Ventes		82 541	-	82 541
Coût des ventes ¹	A1, A2, A3	70 934	(229)	70 705
Marge brute		11 607	229	11 836
Frais de vente et d'administration	A4	6 024	(60)	5 964
		5 583	289	5 872
Frais financiers	A1, A2	1 078	122	1 200
Résultat avant impôt sur le résultat et frais de restructuration		4 505	167	4 672
Frais de restructuration		368	-	368
Résultat avant impôt sur le résultat		4 137	167	4 304
Impôt sur le résultat	A1, A2, A3	954	32	986
Résultat net		3 183	135	3 318
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts :		(1 281)	(2)	(1 283)
Régimes de retraite – perte actuarielle	A3	-	(1 219)	(1 219)
Total – Autres éléments du résultat global		(1 281)	(1 221)	(2 502)
Résultat global		1 902	(1 086)	816

¹⁾ Compte tenu de l'amortissement de 5 865 \$ selon le référentiel comptable antérieur et de 6 094 \$ selon les IFRS.

24.4 Rapprochement du résultat net et du résultat global pour l'exercice clos le 31 mars 2011 :

	<u>Renvoi</u>	<u>Référentiel comptable antérieur</u>	<u>Ajustements</u>	<u>IFRS</u>
Ventes		357 572	-	357 572
Coût des ventes ¹	A1, A2, A3	300 312	(1 018)	299 294
Marge brute		57 260	1 018	58 278
Frais de vente et frais d'administration	A4	26 040	(211)	25 829
		31 220	1 229	32 449
Frais financiers	A1, A2	5 156	482	5 638
Résultat avant impôt sur le résultat et frais de restructuration		26 064	747	26 811
Frais de restructuration		637	-	637
Résultat avant impôt sur le résultat		25 427	747	26 174
Impôt sur le résultat	A1, A2, A3	6 900	145	7 045
Résultat net		18 527	602	19 129
Autres éléments du résultat global, déduction faite des impôts :		(1 253)	-	(1 253)
Régimes de retraite – limite des actifs et exigences de financement minimal	A3	-	(1 238)	(1 238)
Régimes de retraite – perte actuarielle	A3	-	(1 246)	(1 246)
Total – Autres éléments du résultat global		(1 253)	(2 484)	(3 737)
Résultat global		17 274	(1 882)	15 392

¹⁾ Compte tenu de l'amortissement de 23 610 \$ selon le référentiel comptable antérieur et de 24 646 \$ selon les IFRS.

Voici des explications sur les ajustements découlant du rapprochement du référentiel comptable antérieur et des IFRS présentés ci-dessus (renvoi) :

A. Exemptions (E) appliquées

L'IFRS 1 - *Première application des Normes internationales d'information financière*, permet aux sociétés qui appliquent les IFRS pour la première fois de se prévaloir de certaines exemptions aux exigences générales d'application des IFRS à compter du bilan d'ouverture consolidé du 1^{er} avril 2010. La Société s'est prévaluée des exemptions suivantes :

- E1. L'IFRS 3 - *Regroupements d'entreprises*, est appliquée aux acquisitions de filiales survenues après le 31 mars 2004. Par conséquent, la Société a passé en revue le mode d'établissement et de répartition du prix d'acquisition de certaines entreprises. Cette mesure a donné lieu à une baisse du goodwill et des capitaux propres consolidés à la date de transition.
- E2. La Société a choisi de comptabiliser toutes les pertes actuarielles cumulatives non amorties sur les régimes de retraite et autres avantages complémentaires de retraite. Cette mesure a donné lieu à une augmentation des autres passifs et à une diminution des capitaux propres à la date de transition.
- E3. Au 1^{er} avril 2010, la Société a choisi de transférer les écarts de change au titre des établissements à l'étranger, s'élevant à 15 816 \$, du cumul des autres éléments du résultat global aux résultats non distribués. Ce transfert n'a eu aucune incidence sur les capitaux propres à cette date.

B. Ajustement (A) découlant de la transition du référentiel comptable antérieur aux IFRS

A1. Contrats de location

Selon le référentiel comptable antérieur, le classement des contrats de location-acquisition et des contrats de location simple reposait sur le résultat de tests quantitatifs. Les IFRS exigent une évaluation qualitative et quantitative du classement des contrats de location. C'est pourquoi certains contrats portant sur de la machinerie et de l'équipement étaient comptabilisés à titre de contrats de location simple selon le référentiel comptable antérieur, mais sont maintenant comptabilisés à titre de contrats de location-financement selon les IFRS.

A2. Provisions

Le bilan consolidé comprend des provisions représentant les montants estimés que la Société prévoit payer dans l'avenir. Selon le référentiel comptable antérieur, ces montants n'étaient pas actualisés pour tenir compte de la période pendant laquelle ces obligations seront réglées. En conformité avec l'IAS 37 - *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, certaines provisions ont été actualisées. L'incidence sur les capitaux propres au 30 juin 2010 n'est pas significative.

A3. Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

Afin d'être conforme à l'IAS 19 - *Avantages du personnel*, la Société :

- a adopté la méthode des unités de crédit projetées afin de déterminer la valeur actuarielle des obligations au titre des prestations constituées. Selon le référentiel comptable antérieur, la Société utilisait les méthodes de répartition des prestations. L'incidence du changement de méthode sur les capitaux propres n'est pas significative.
- a radié les coûts non amortis des services passés dont les droits aux prestations sont acquis et l'obligation transitoire. Cette mesure a donné lieu à une hausse des autres passifs et à une baisse des capitaux propres.

Selon le référentiel comptable antérieur, les gains et pertes actuariels étaient amortis dans l'état des résultats consolidé à l'aide de la méthode du «corridor». Tel que permis par les IFRS, la Société a choisi de comptabiliser tous les gains actuariels et toutes les pertes actuarielles dans les Autres éléments du résultat global à mesure qu'ils sont engagés. Par conséquent, toute variation attribuable à l'application de l'IFRIC 14 est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu global au cours de la période où ils sont engagés. L'IFRIC 14, *Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction*, limite l'évaluation des actifs au titre des régimes à prestations définies et pourrait donner lieu à un passif.

A4. Paiement fondé sur des actions

Selon le référentiel comptable antérieur, la Société amortissait le coût des options sur actions attribuées selon le mode linéaire. Afin de se conformer à l'IFRS 2 - *Paiement fondé sur des actions*, la Société a adopté la méthode de l'amortissement graduel pour l'amortissement du coût des options sur actions attribuées. Ce changement de méthode entraîne une augmentation du surplus d'apport et une diminution correspondante des résultats non distribués, et n'a aucune incidence sur les capitaux propres.

C. Reclassements découlant de la transition du référentiel comptable antérieur aux IFRS

A5. Facturations progressives

Selon le référentiel comptable antérieur, les sommes reçues des clients au titre des facturations progressives étaient déduites du coût des stocks connexes. Selon les IFRS, des facturations progressives de 32 332 \$ au 1^{er} avril 2010 et de 33 365 \$ au 31 mars 2011 sont classées à titre de passifs à court terme et à long terme.

A6. Provisions

Les IFRS exigent que les provisions soient présentées séparément au bilan consolidé. Par conséquent, certaines provisions classées à titre de comptes fournisseurs et charges à payer et autres passifs selon le référentiel comptable antérieur sont présentées séparément.

A7. Instruments financiers dérivés – actifs et passifs

Les IFRS exigent que les instruments financiers dérivés soient présentés séparément au bilan consolidé.

A8. Impôt différé

Les «impôts futurs» selon le référentiel comptable antérieur sont désignés comme «impôt différé» selon les IFRS. Selon le référentiel comptable antérieur, les impôts futurs étaient classés comme exigibles à long terme en fonction du classement des passifs et des actifs auxquels ils se rattachaient. Selon les IFRS, tous les actifs et passifs d'impôt différé sont classés à long terme.

Informations annuelles supplémentaires à fournir selon les IFRS

Certaines informations annuelles supplémentaires à fournir selon les IFRS sont présentées ci-dessous pour l'exercice clos le 31 mars 2011, en tenant compte des ajustements découlant du rapprochement du référentiel comptable antérieur avec les IFRS, tel qu'il a déjà été mentionné. Certaines informations à fournir normalement incluses dans un jeu d'états financiers consolidés annuels selon les IFRS ont été omises ou condensées, puisque la Société ne considère pas ces informations comme étant nécessaires à la compréhension de l'incidence des IFRS sur les états financiers intermédiaires consolidés.

1) Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtiments et aménagement des locaux loués	Machinerie, équipement et outillage	Autres	Construction en cours	Total
Coûts :						
Au 1 ^{er} avril 2010	3 679 \$	50 983 \$	219 156 \$	5 973 \$	2 710 \$	282 501 \$
Acquisitions	498	8 008	15 089	1 191	1 682	26 468
Aide gouvernementale	-	-	(1 569)	-	-	(1 569)
Construction en cours	-	2 033	677	-	(2 710)	-
Acquisition d'une entreprise	423	2 980	4 781	314	-	8 498
Cessions	(137)	(832)	(4 873)	(236)	-	(6 078)
Effet de la variation des cours des devises	(93)	(1 125)	(3 528)	(98)	-	(4 844)
Au 31 mars 2011	4 370 \$	62 047 \$	229 733 \$	7 144 \$	1 682 \$	304 976 \$
Amortissement cumulé :						
Au 1 ^{er} avril 2010	- \$	17 764 \$	116 239 \$	3 994 \$	- \$	137 997 \$
Amortissement	-	2 408	19 160	668	-	22 236
Cessions	-	(295)	(3 302)	(170)	-	(3 767)
Effet de la variation des cours des devises	-	(197)	(1 935)	(35)	-	(2 167)
Au 31 mars 2011	- \$	19 680 \$	130 162 \$	4 457 \$	- \$	154 299 \$

Au 31 mars 2011 et au 1^{er} avril 2010, la construction en cours a trait au coût d'agrandissement d'une usine et à l'installation de la machinerie et de l'équipement à ces dates (voir la note 22).

2) Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée et goodwill

Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée					
	Coûts de développement capitalisés	Logiciels	Carnet de commandes	Total	Goodwill
Coûts :					
Au 1 ^{er} avril 2010	6 730 \$	13 154 \$	7 408 \$	27 292 \$	31 110 \$
Acquisitions	9 264	426	-	9 690	-
Aide gouvernementale	(2 334)	-	-	(2 334)	-
Acquisition d'une entreprise	-	624	1 390	2 014	5 849
Effet de la variation des cours des devises	(11)	(461)	-	(472)	(1 072)
Au 31 mars 2011	13 649 \$	13 743 \$	8 798 \$	36 190 \$	35 887 \$
Amortissement cumulé :					
Au 1 ^{er} avril 2010	266 \$	11 505 \$	3 823 \$	15 594 \$	- \$
Amortissement	137	726	1 547	2 410	-
Effet de la variation des cours des devises	-	(453)	153	(300)	-
Au 31 mars 2011	403 \$	11 778 \$	5 523 \$	17 704 \$	- \$

3) Provisions

	Obligations liées à la mise hors				Total
	Contrats déficitaires	service d'immobilisations	Garantie liée aux produits	Litiges et autres	
Au 1 ^{er} avril 2010	3 053 \$	5 019 \$	1 289 \$	7 147 \$	16 508 \$
Constituées pendant l'exercice	879	-	1 638	-	2 517
Acquisition d'une entreprise	907	-	320	-	1 227
Charge de désactualisation au titre des intérêts	32	270	-	-	302
Utilisées	(968)	(61)	(287)	(131)	(1 447)
Reprises	(1 291)	-	(843)	(305)	(2 439)
Ajustements au taux d'actualisation	-	3	-	-	3
Effet de la variation des cours des devises	(42)	-	(38)	-	(80)
Au 31 mars 2011	2 570	5 231	2 079	6 711	16 591
Moins : tranche à court terme	1 832	1 164	2 079	6 711	11 786
Tranche à long terme	738 \$	4 067 \$	- \$	- \$	4 805 \$

4) Goodwill

Au 31 mars 2011, la valeur comptable nette du goodwill était affectée aux UGT suivantes :

	31 mars 2011
UGT	
Aérospatiale	
Trains d'atterrissage	16 928 \$
Aérostructure	18 091
	35 019
Produits industriels	868
	35 887 \$

Les hypothèses clés suivantes ont été utilisées afin de déterminer les montants recouvrables dans le cadre des derniers tests de dépréciation effectués en date du 31 mars 2011.

UGT	Taux d'actualisation avant impôt (CMPC) ¹	Taux de croissance perpétuel
Aérospatiale		
Trains d'atterrissage	12,6 %	3,2 %
Aérostructure	13,3 %	3,1 %
Produits industriels	14,0 %	2,0 %

Sensibilité des montants recouvrables

Le tableau suivant présente, pour chaque UGT, le changement du taux d'actualisation et du taux de croissance perpétuel utilisés dans les derniers tests qui auraient été nécessaires afin de recouvrir la valeur comptable de chaque UGT au 31 mars 2011 :

UGT	Hausse du taux d'actualisation avant impôt (CMPC) ¹	Baisse du taux de croissance perpétuel
Aérospatiale		
Trains d'atterrissage	3,6 %	5,0 %
Aérostructure	5,4 %	8,1 %
Produits industriels	29,2 %	15,0 %

¹⁾ Coût moyen pondéré du capital avant impôt.

5) Impôt différé

Les différences temporelles et les reports en avant de pertes, qui donnent lieu à des passifs d'impôt différé, se résument comme suit selon les IFRS :

	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Passifs d'impôt différé		
Provisions non déductibles	108 \$	(921) \$
Stocks	(4 278)	(2 613)
Débiteurs	(690)	(794)
Instruments financiers dérivés	4 250	3 847
Crédits d'impôt et autres crédits	1 869	2 134
Immobilisations corporelles, montant net	14 793	11 916
Goodwill	3 335	2 992
Prêts des autorités gouvernementales	626	1 276
Avantages d'impôt découlant de pertes fiscales	(1 082)	(1 522)
	18 931 \$	16 315 \$

6) Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite

	31 mars 2011	1 ^{er} avril 2010
Obligation au titre de prestations définies	38 817 \$	35 044 \$
Actifs du régime	27 369	24 254
(Déficit)	(11 448)	(10 790)
Limite des actifs et exigences de financement minimal	(1 687)	-
Prestations de retraite et avantages complémentaires de retraite (note 17)	(13 135) \$	(10 790) \$

Éléments des coûts liés aux régimes de retraite à prestations définies comptabilisés pour l'exercice :

	2011
Dans l'état des résultats consolidé	
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	908 \$
Coûts financiers des obligations au titre de prestations définies	1 956
Rendement attendu des actifs du régime	(1 617)
Charge comptabilisée à l'état des résultats consolidé	1 247 \$
Dans les autres éléments du résultat global	
Gains actuariels (pertes actuarielles), montant net	(1 699) \$
Incidence de la limite et des exigences de financement minimal	(1 687)
Autres éléments du résultat global	(3 386) \$

Les cotisations de la Société aux régimes de retraite prévues être versées au cours de l'exercice 2012 s'élèvent à 2 712 \$.

**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

TABLE DES MATIÈRES

Mesures non conformes aux IFRS	42
Déclarations prospectives.....	43
Aperçu général	44
Acquisition des actifs de la société Eagle Tool Machine Co. et de sa filiale	45
Opérations sur devises étrangères	46
Ventes consolidées	47
<i>Secteur de l'aérospatiale</i>	48
<i>Secteur Industriel</i>	49
<i>Répartition géographique des ventes</i>	49
Marge brute	49
Frais de vente et d'administration	50
Résultat opérationnel.....	51
<i>Secteur de l'aérospatiale</i>	51
<i>Secteur Industriel</i>	51
Frais financiers	51
Frais de restructuration.....	51
Charge d'impôt sur le résultat	52
Résultat net.....	52
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	53
<i>Activités opérationnelles</i>	54
<i>Activités d'investissement</i>	55
<i>Activités de financement</i>	56
Offre publique de rachat dans le cours normal des activités.....	56
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat (régime d'achat d'actions).....	57
Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées	58
Bilans consolidés.....	59
Aide gouvernementale.....	61
Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels.....	61
Conjoncture financière et économique.....	62
Modifications futures de conventions comptables	63
Contrôles et procédures internes	64
Risques et incertitudes.....	64
Perspectives	64
Renseignements supplémentaires et information continue	66

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 1^{er} avril 2011 et le 30 juin 2011. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie du premier trimestre clos le 30 juin 2011 à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2011, de même qu'avec les états financiers consolidés audités et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'exercice clos le 31 mars 2011, deux documents disponibles sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com. La Société publie ses résultats en dollars canadiens. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur les états financiers préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation.

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2011, la Société a adopté les IFRS comme norme pour la publication de l'information financière. La date de transition utilisée est le 1^{er} avril 2010. Ainsi, les états financiers consolidés non audités de la Société pour le premier trimestre de l'exercice 2011, de même que les notes qui l'accompagnent, font partie des premiers états financiers consolidés intermédiaires résumés à être préparés conformément aux IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012. Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le premier trimestre de l'exercice 2011 ont été préparés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire* et aux exigences de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, établies par le Conseil des normes comptables internationales (« IASB »). Sauf indication contraire, tous les montants comparatifs des périodes antérieures ont été retraités conformément aux IFRS.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les ajustements les plus significatifs apportés aux états financiers des périodes antérieures, veuillez vous reporter à la Note 24, *Passage aux Normes internationales d'information financière*, afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2011.

La Société a apporté les modifications nécessaires à ses systèmes et processus d'information financière dans divers secteurs de l'entreprise, afin de permettre la préparation du bilan d'ouverture au 1^{er} avril 2010 selon les IFRS et la préparation de ses états financiers conformément aux IFRS. De plus, l'impact de la transition vers les IFRS sur les contrôles internes à l'égard de l'information financière et les contrôles et procédures de communication de l'information a été déterminé et les ajustements aux contrôles ont été mis en oeuvre.

Veuillez prendre note que les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2011, auxquels on réfère dans la présente analyse, ne comprennent pas toutes les informations requises par les IFRS pour les états financiers annuels;

par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les plus récents états financiers annuels consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2011, lesquels ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada alors en vigueur (« PCGR antérieurs »).

Mesures non conformes aux IFRS

La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») pour évaluer sa performance financière. Le BAIIA est une mesure financière qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS, ni par les PCGR antérieurs. La direction et les investisseurs estiment toutefois que cette mesure leur procure une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le calcul du BAIIA à partir des états financiers préparés en vertu des PCGR antérieurs (« BAIIA – PCGR antérieurs ») diffère quelque peu du calcul du BAIIA effectué à partir des états financiers préparés conformément aux IFRS (« BAIIA – IFRS »). Un rapprochement du BAIIA – PCGR antérieurs et du BAIIA – IFRS pour le trimestre clos le 30 juin 2010 et pour l'exercice clos le 31 mars 2011 est présenté ci-après :

(000 \$)	Trimestre clos le 30 juin 2010	Exercice clos le 31 mars 2011
BAIIA – PCGR antérieurs	11 448	54 830
Ajustements :		
Escomptes temporels appliqués aux provisions	-	229
Contrats de location-financement	411	1 633
Méthode d'amortissement graduel du coût des options sur actions	60	211
Régimes de retraite	86	346
Désactualisation au titre des intérêts sur les régimes de retraite	(39)	(154)
Ajustements totaux	518	2 265
BAIIA – IFRS	11 966	57 095

Le BAIIA de la Société est calculé comme suit :

Trimestre clos le 30 juin

(000 \$)	2011	2010
Résultat net	5 797	3 318
Charge d'impôt sur le résultat	1 843	986
Frais financiers	1 443	1 200
Amortissement	5 865	6 094
BAIIA incluant les frais de restructuration	14 948	11 598
Frais de restructuration	-	368
BAIIA	14 948	11 966

L'augmentation de 3,0 millions de dollars du BAIIA au premier trimestre clos le 30 juin 2011, par rapport au premier trimestre de l'exercice précédent, s'explique essentiellement par une augmentation de 2,5 millions de dollars du résultat net et d'une hausse connexe de la charge d'impôt sur le résultat de 0,9 million de dollars.

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des opérations à venir, certaines déclarations de la présente analyse constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales et, en particulier, la conjoncture au Canada et aux États-Unis; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation canadiennes, américaines et internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Aperçu général

Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent dans la conception, le développement, la fabrication, la réparation et l'entretien de systèmes et de composants destinés essentiellement aux secteurs de l'aérospatiale et Industriel. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés pour la plupart aux États-Unis et au Canada.

Héroux-Devtek dessert deux grands secteurs d'activité : l'aérospatiale et les produits industriels. La Société fournit des trains d'atterrissage aussi bien aux marchés commerciaux que militaires du secteur de l'aérospatiale (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation) ainsi que des composants structuraux d'aéronefs (incluant des ensembles prêts-à-monter). Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des jets d'affaires, des jets régionaux, des hélicoptères et des gros porteurs commerciaux. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services destinés aux principaux programmes d'avions militaires, pour la plupart des États-Unis.

Les composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie et l'équipement lourd constituent les principaux produits offerts par Héroux-Devtek dans le secteur Industriel. À cet égard, les principaux clients de la Société sont The General Electric Company (GE) et Caterpillar. La Société vend également des composants de précision destinés à d'autres applications industrielles, notamment pour le secteur de l'énergie éolienne.

Le secteur de l'aérospatiale regroupe les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure. Le secteur Industriel regroupe quant à lui les activités liées à la fabrication de composants de grande dimension pour le marché de la production d'énergie, de même que d'autres produits fabriqués par la ligne de produits Industriels. La ligne de produits Trains d'atterrissage se spécialise dans la conception, la fabrication, la réparation et l'entretien de trains d'atterrissage et dessert les secteurs commercial et militaire; elle a mis sur pied une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue. La ligne de produits Aérostructure fabrique des composants structuraux d'aéronefs, dont les dimensions varient de petite à très grande, destinés aux marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire. Le secteur de l'aérospatiale englobe les lignes de produits Trains d'atterrissage et Aérostructure du fait notamment que leurs produits et services, procédés de fabrication, types de clients et méthodes de distribution sont similaires. La ligne de produits Industriels fabrique des composants de grande dimension pour le matériel affecté à la production d'énergie, notamment dans le secteur de l'énergie éolienne, ainsi que pour le marché de l'équipement lourd et d'autres marchés industriels.

Pour le premier trimestre clos le 30 juin 2011, la plupart des marchés stratégiques de la Société ont bénéficié d'une dynamique positive. Les trois lignes de produits ont enregistré une hausse de leurs ventes, en dépit de l'incidence négative de l'appréciation de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Cette augmentation du volume des ventes s'est traduite par une meilleure imputation des frais généraux de fabrication et un accroissement de la rentabilité. Comme l'économie continue de progresser, la Société anticipe une croissance interne des ventes d'environ 5 % pour l'exercice en cours, en supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Acquisition des actifs de la société Eagle Tool Machine Co. et de sa filiale

Comme il a été indiqué antérieurement dans nos états financiers consolidés audités de l'exercice précédent, la Société a annoncé, le 28 avril 2010, qu'elle avait complété, par l'entremise d'une filiale américaine, l'acquisition de la quasi-totalité des actifs nets de la société Eagle Tool & Machine Co (« Eagle ») et de sa filiale All Tool Inc (« E2 »), deux sociétés privées, basées aux États-Unis, spécialisées dans la fabrication de composants usinés de précision destinés principalement au secteur de l'aérospatiale militaire (une unité d'exploitation maintenant appelée « Landing Gear USA »), dont les ventes annuelles se sont élevées à environ 40 millions de dollars avant l'acquisition pour l'exercice financier clos le 31 décembre 2009 et à 45 millions de dollars pour une période de 11 mois au cours de l'exercice financier 2011 de la Société (se référer à la Note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

La répartition finale du prix d'achat total des actifs nets acquis, ainsi que les sources de financement, se présentent comme suit :

Actifs nets acquis (000 \$)		Sources de financement (000 \$)	
Fonds de roulement	16 797 \$	Facilité de crédit	16 711 \$
Immobilisations corporelles	8 498	Trésorerie	12 102
Carnet de commandes	1 390	Billet, portant intérêt à 5 %, remboursable sur 40 mois	3 721
Goodwill	5 849		
	32 534 \$		32 534 \$

Pour financer cette transaction, la Société a prélevé un montant de 16,7 millions de dollars (16,5 millions de dollars américains) sur sa facilité de crédit américaine et a utilisé 12,1 millions de dollars de sa trésorerie au cours du premier trimestre de l'exercice 2011.

Dans la présente analyse de la situation financière et des résultats d'exploitation, la direction explique les résultats consolidés du premier trimestre qui englobent ceux de l'unité d'exploitation Landing Gear USA. Les résultats du premier trimestre de l'exercice précédent de l'unité Landing Gear USA ne couvrent que la période postérieure à l'acquisition, soit du 28 avril 2010 au 30 juin 2010, ce qui ne représente pas un trimestre complet, comparativement aux résultats du premier trimestre de l'exercice en cours. Pour tous les points importants expliqués, la direction fait ressortir l'incidence de cette situation sur les résultats du premier trimestre afin d'aider le lecteur à comprendre l'évolution des résultats d'un exercice à l'autre.

Opérations sur devises étrangères

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des dépenses et des éléments d'actif et de passif de ses établissements étrangers autonomes, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars américains. Des taux moyens sont utilisés pour convertir les ventes (à l'exception des contrats de change à terme) et les dépenses des périodes visées, alors que des taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements étrangers.

Taux de change Canada / États-Unis		30 juin 2011	30 juin 2010
Taux moyen pour le trimestre clos le	1 \$ CA/équivalent \$ US	<u>0,9676</u>	<u>1,0276</u>
Taux de change Canada / États-Unis		30 juin 2011	31 mars 2011
Taux de clôture au	1 \$ CA/équivalent \$ US	<u>0,9645</u>	<u>0,9696</u>

Comme il est indiqué ci-dessus, la valeur moyenne du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, a augmenté de plus de 6 % pour le trimestre clos le 30 juin 2011 par rapport à la même période l'an dernier, ce qui, comme on peut s'y attendre, a exercé une pression accrue sur les ventes et les résultats en dollars US de la Société, y compris ceux générés par ses activités canadiennes. La variation du taux de clôture depuis le 31 mars 2011 a été minime, réduisant de fait l'incidence du taux de change sur les postes du bilan exprimés en dollars US de la Société à la fin du présent trimestre, comparativement aux soldes de fin d'exercice. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments précis du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar américain) et en atténuer les effets. Au 30 juin 2011, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 158,4 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0900. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates au cours des quatre prochains exercices financiers; la plupart d'entre eux arriveront toutefois à échéance au cours des deux prochains exercices.

Au 30 juin 2011, la Société avait également conclu des contrats de change à terme pour un total de 6,5 millions de dollars US assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,2320. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates au cours des trois prochains exercices financiers et visent à couvrir les risques de change (dollar canadien par rapport au dollar américain) liés à certains instruments dérivés incorporés.

Ventes consolidées

Les ventes consolidées pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2011 ont progressé de 11,3 % pour atteindre 91,9 millions de dollars, comparativement à 82,5 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Cette hausse de 11,3 % comprend un apport supplémentaire de 5,3 millions de dollars de l'unité d'exploitation Landing Gear USA, qui représente un accroissement du volume de travail combiné à des résultats pour un trimestre complet cette année, comparativement à l'exercice précédent. De plus, les ventes ont progressé dans le secteur de l'aérospatiale, en raison de l'accélération des cadences de production des clients commerciaux, de même que dans le secteur Industriel. L'incidence de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine a eu pour effet de réduire les ventes consolidées de 3,4 millions de dollars, ou 4,2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes sectorielles de la Société se sont établies comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin			
	2011	2010	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Total secteur de l'aérospatiale	84 645	76 042	8 603	11,3
Total secteur Industriel	7 228	6 499	729	11,2
Total	91 873	82 541	9 332	11,3

Cette année, les ventes du secteur de l'aérospatiale, si l'on exclut l'apport aux ventes de 5,3 millions de dollars supplémentaires de l'unité d'exploitation Landing Gear USA, ont progressé de 6,3 millions de dollars ou 8,3 %, excluant l'incidence négative de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine qui a eu pour effet de réduire le montant des ventes de 3,0 millions de dollars ou 3,9 %, par rapport à l'exercice précédent. Les ventes du secteur Industriel ont augmenté de 1,1 million de dollars ou 17,4 %, excluant l'impact défavorable de l'évolution des devises étrangères de 0,4 million de dollars ou 6,2 %, en raison principalement d'une progression des ventes de produits destinés au secteur de l'équipement lourd.

Secteur de l'aérospatiale

Les ventes du secteur de l'aérospatiale se sont établies comme suit :

Lignes de produits	Trimestres clos les 30 juin			
	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	Variation (000 \$) %	
Trains d'atterrissage	59 404	54 274	5 130	9,5
Aérostructure	24 939	21 694	3 245	15,0
Autres produits liés au secteur de l'aérospatiale	302	74	228	308,1
Total	84 645	76 042	8 603	11,3

Les ventes de la ligne de produits Trains d'atterrissage ont progressé de 9,5 %, ou 5,1 millions de dollars, en raison essentiellement des ventes supplémentaires générées par l'unité d'exploitation Landing Gear USA. Les ventes générées par l'augmentation des cadences de production dans le marché des gros porteurs commerciaux, principalement le programme du B-777 ainsi que dans le marché des jets d'affaires, ont été en partie contrebalancées par l'incidence négative de l'évolution du dollar canadien par rapport à la devise américaine et par une diminution des besoins des clients dans certains programmes d'hélicoptères et de jets régionaux.

Les ventes de la ligne de produits Aérostructure ont augmenté de 15,0 %, ou 3,2 millions de dollars, au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2011, en dépit de l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien sur les ventes de cette ligne de produits libellées en dollars américains et d'une diminution des besoins des clients dans le cadre des programmes militaires du F-16, F-18 et F-15. Cette progression des ventes a été stimulée par une hausse des ventes liées aux programmes du JSF F-35 et de l'hélicoptère B-429, en raison de l'accélération de leurs cadences de production, de même que par l'obtention de nouveaux mandats liés au programme du Gulfstream (GV) et un accroissement de la demande pour des produits destinés aux jets d'affaires.

Les ventes du secteur de l'aérospatiale présentées dans le tableau ci-dessus peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin			
	2011 (000 \$)	2010 (000 \$)	Variation (000 \$) %	
Militaire (1)	50 253	46 369	3 884	8,4
Commercial	34 392	29 673	4 719	15,9
Total secteur de l'aérospatiale	84 645	76 042	8 603	11,3

(1) : Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et à des gouvernements.

Si l'on exclut les ventes supplémentaires générées par l'unité d'exploitation Landing Gear USA, les ventes de produits militaires ont reculé de 2,0 % par rapport à l'exercice précédent, tandis que les ventes commerciales ont augmenté de 15,1 % par rapport à l'an dernier. Comme il a été

mentionné plus haut, les ventes de produits militaires reflètent la progression des ventes liées au JSF, celle-ci a été contrebalancée par une diminution des ventes résultant de l'incidence négative de l'appréciation du dollar canadien et d'une diminution des besoins des clients dans le cadre des programmes des appareils F-16, F-18 et F-15. La progression des ventes dans le marché commercial est attribuable à l'augmentation des cadences de production des programmes du B-777 et du B-429, ainsi que de certains programmes de jets d'affaires, de même qu'à l'obtention de nouveaux mandats liés au Gulfstream (GV).

Secteur Industriel

Les ventes du secteur Industriel se sont établies comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin			
	2011	2010	Variation	
	(000 \$)	(000 \$)	(000 \$)	%
Turbines à gaz	3 320	3 159	161	5,1
Autres produits industriels	3 908	3 340	568	17,0
Total	7 228	6 499	729	11,2

Les ventes du secteur Industriel ont progressé par rapport à l'exercice précédent, stimulées par l'accroissement de la demande d'équipement lourd dans l'industrie minière et, dans une moindre mesure, de la demande dans le secteur des turbines à gaz.

Répartition géographique des ventes

La répartition géographique des ventes de la société s'est établie comme suit :

	Trimestres clos les 30 juin	
	2011	2010
	(%)	(%)
Canada	28	30
États-Unis	68	66
International	4	4
Total	100	100

La répartition géographique des ventes reflète essentiellement l'incidence de l'accroissement des ventes réalisées aux États-Unis attribuable à la progression des ventes de l'unité d'exploitation Landing Gear USA, jumelée à l'augmentation des ventes du secteur Industriel.

Marge brute

La marge brute consolidée a augmenté, passant de 14,3 % à 16,8 % des ventes, au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2011. Cette progression s'explique principalement par

l'augmentation globale des ventes de la Société, ce qui a permis une meilleure imputation des frais généraux de fabrication.

Au cours du trimestre, l'unité d'exploitation Landing Gear USA n'a presque pas eu d'impact sur la marge brute globale de la Société exprimé en pourcentage des ventes, alors qu'elle avait eu une incidence négative de 0,5 % lors de la même période l'an dernier.

L'appréciation soutenue du dollar canadien cette année a eu une incidence négative de 0,7 million de dollars sur la marge brute en dollars de la Société, ou 0,2 %, lorsqu'exprimé en pourcentage des ventes. Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars américains, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Dans le secteur de l'aérospatiale, la marge brute de la ligne de produits Trains d'atterrissage a augmenté par rapport à l'exercice précédent, en raison principalement d'une hausse du volume de travail à l'unité d'exploitation Landing Gear USA. Pour le trimestre, l'unité d'exploitation Landing Gear USA a eu un impact positif de 0,2 % sur la marge brute de la ligne de produits Trains d'atterrissage, comparativement à une incidence négative de 0,9 % lors de la même période l'an dernier. Par rapport à l'exercice précédent, la ligne de produits Aérostructure a amélioré de manière significative sa marge brute tant en dollars qu'en pourcentage des ventes. Ce résultat cadre avec la progression des ventes et l'accroissement connexe du volume de production, ce qui s'est traduit par une meilleure imputation des frais généraux de fabrication conjuguée à l'amélioration attendue de la productivité manufacturière. Lors de l'exercice précédent, la ligne de produits Aérostructure avait subi les répercussions négatives d'une baisse de son volume de production, ce qui avait eu une incidence défavorable sur sa marge brute. Dans le secteur Industriel, la marge brute, exprimée en dollars et en pourcentage des ventes, s'est aussi considérablement améliorée, stimulée par un accroissement des ventes dans le secteur de l'équipement lourd, ce qui s'est également traduit par une meilleure imputation des frais généraux de fabrication, par rapport à l'exercice précédent.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>	
	<u>les 30 juin</u>	
	2011	2010
Frais de vente et d'administration (000 \$)	6 396	5 964
Pourcentage des ventes	7,0	7,2

Les frais de vente et d'administration se sont établis à 6,4 millions de dollars, en hausse de 0,4 million de dollars par rapport à l'exercice précédent. Exprimés en pourcentage des ventes, les frais de vente et d'administration ont connu une hausse de 0,2 %. L'augmentation est principalement attribuable aux frais engagés cette année en lien avec le démarrage de la nouvelle usine du Mexique (0,2 million de dollars) et au fait que les résultats de l'unité d'exploitation Landing Gear USA couvrent un trimestre complet cette année, comparativement à l'exercice

précédent. Les frais de vente et d'administration incluent cette année une perte de 0,1 million de dollars encourue lors de la conversion d'actifs monétaires nets; l'an dernier, cette conversion avait entraîné une perte de 0,2 million de dollars.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel s'est élevé à 9,1 millions de dollars, ou 9,9 % des ventes cette année, en hausse par rapport à celui de 5,9 millions de dollars, ou 7,1 % des ventes, réalisé lors de l'exercice précédent. Cette amélioration est attribuable à une hausse des ventes et de la marge brute tant dans le secteur de l'aérospatiale que le secteur Industriel, comme il est expliqué plus haut.

Secteur de l'aérospatiale

Le résultat opérationnel du secteur de l'aérospatiale s'est établi à 7,6 millions de dollars au cours du présent exercice, soit 9,0 % des ventes, comparativement à 5,1 millions de dollars, ou 6,8 % des ventes, lors de l'exercice précédent. Si l'on exclut l'unité d'exploitation Landing Gear USA, le résultat opérationnel du secteur de l'aérospatiale s'est établi à 6,1 millions de dollars, ou 8,4 % des ventes, au premier trimestre de l'exercice en cours, en hausse par rapport au résultat opérationnel de 4,7 millions de dollars, ou 6,9 % des ventes, réalisé lors de la même période l'an dernier. L'accroissement du résultat opérationnel reflète l'incidence de l'augmentation des ventes et de la marge brute, qui ont déjà été expliqués plus haut.

Secteur Industriel

Le résultat opérationnel a augmenté pour atteindre 1,5 million de dollars, soit 20,5 % des ventes au cours du présent exercice, contre 0,7 million de dollars, ou 11,3 % des ventes, l'an dernier, en raison de la progression des ventes et de la marge brute de ce secteur, comme il est expliqué plus haut.

Frais financiers

Les frais financiers se sont élevés à 1,4 million de dollars pour le trimestre, alors qu'ils s'étaient chiffrés à 1,2 million de dollars pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010. L'écart entre les frais financiers constatés cette année et ceux engagés lors de l'exercice précédent s'explique du fait qu'une portion plus importante de la facilité de crédit fait l'objet d'ententes de swap de taux d'intérêt à un taux supérieur au taux d'intérêt à court terme. Cet écart traduit également une augmentation de l'amortissement des frais de financement différés à la suite du renouvellement de la facilité de crédit et une hausse de la charge de désactualisation au titre des intérêts découlant principalement d'une augmentation des prêts des autorités gouvernementales.

Frais de restructuration

L'an dernier, soit le 13 mai 2010, la Société a entrepris des initiatives visant à optimiser et consolider la capacité de production de son secteur de l'aérospatiale, tout en améliorant davantage sa productivité dans ses installations québécoises. Ainsi, l'usine de la Société située à Rivière-des-Prairies, au Québec, a été fermée en septembre 2010 et sa production a été transférée vers les autres installations de la Société dans la région métropolitaine de Montréal. La Société a enregistré des frais de restructuration de 0,4 million de dollars durant le trimestre clos le 30 juin 2010 et de 0,6 million de dollars au cours de l'exercice clos le 31 mars 2011. Au 30 juin 2011 et

au 31 mars 2011, l'immeuble se rattachant à cette installation est présenté comme un actif détenu pour la vente et est porté au poste Autres actifs du bilan consolidé de la Société.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le trimestre clos le 30 juin 2011, la charge d'impôt sur le résultat s'est élevée à 1,8 million de dollars comparativement à 1,0 million de dollars lors de l'exercice précédent.

Le taux d'imposition effectif de la Société pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2011 s'est établi à 24,1 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 27,1 % prévu par la loi. Le taux d'imposition effectif reflète l'incidence favorable d'écarts permanents (0,3 million de dollars) et d'ajustements d'impôts différés (0,1 million de dollars), qui ont été en partie contrebalancés par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,2 million de dollars).

Pour le trimestre clos le 30 juin 2010, le taux d'imposition effectif sur les résultats de la Société s'était établi à 22,9 %, comparativement au taux d'imposition canadien combiné de 28,4 % prévu par la loi. Cette différence s'expliquait par l'incidence favorable sur le taux d'imposition effectif de la Société d'écarts permanents (0,2 million de dollars) et par un redressement fiscal avantageux à la suite de la conclusion d'un audit fiscal portant sur un exercice antérieur (0,2 million de dollars), qui avaient été en partie contrebalancés par l'impact négatif du taux d'imposition plus élevé auquel les résultats des filiales américaines de la Société sont assujettis (0,1 million de dollars).

La baisse du taux d'imposition canadien combiné de la Société prévu par la loi cette année, par rapport à l'exercice précédent, reflète essentiellement la réduction du taux d'imposition fédéral sur les bénéfices des sociétés au Canada.

Résultat net

Pour le premier trimestre de l'exercice 2012, la Société a enregistré un résultat net de 5,8 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 3,3 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse reflète l'augmentation du résultat opérationnel dans les deux secteurs d'activité de la Société. Le résultat net du trimestre comprend des coûts de 0,2 million de dollars, déduction faite de la charge d'impôt, engagés dans le cadre du démarrage de l'usine du Mexique. La Société prévoit y produire ses premiers composants au début de l'année civile 2012. Le résultat net de l'exercice précédent est présenté déduction faite de frais de restructuration engagés pour la fermeture d'une usine, comme il a déjà été expliqué plus haut.

	Trimestres clos les 30 juin	
	2011	2010
Résultat net (000 \$)	5 797	3 318
Bénéfice par action – de base (\$)	0,19	0,11
Bénéfice par action – dilué (\$)	0,19	0,11

Le bénéfice par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 30 214 742 pour le premier trimestre clos le 30 juin 2011, et de

30 236 562 pour la période correspondante de l'exercice précédent, alors que le bénéfice par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de 30 515 588 pour le premier trimestre de l'exercice en cours et de 30 450 460 pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'écart au premier trimestre en ce qui concerne le nombre d'actions en circulation est essentiellement attribuable à l'émission de 200 323 actions ordinaires en vertu du régime d'options sur actions et à l'émission de 9 975 actions ordinaires en vertu du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat de la Société.

Le 3 août 2011, soit au moment de la rédaction de cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 30 387 791 actions ordinaires et 1 199 677 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 3,6 années.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. En mars 2011, la Société a renouvelé et augmenté ses facilités de crédit renouvelables de premier rang, consortiales et garanties en une seule facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (la « facilité de crédit »), consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit de cinq ans permet à la Société et ses filiales d'emprunter jusqu'à 150 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars américains, et viendra à échéance en mars 2016. Elle comprend également une clause accordéon qui permettrait de l'augmenter jusqu'à 225 millions de dollars pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs. Au 30 juin 2011, seule une somme de 57,4 millions de dollars CAD (59,5 millions de dollars américains) avait été prélevée sur cette facilité de crédit, incluant 16,5 millions de dollars américains prélevés en avril 2010 pour financer l'acquisition d'Eagle et E2 décrite précédemment. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible et du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction ne prévoit pas être confrontée à un risque de liquidité dans un avenir prévisible. Au 30 juin 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 40,1 millions de dollars, comparativement à 32,9 millions de dollars au 31 mars 2011, dont 29,7 millions de dollars (25,1 millions de dollars au 31 mars 2011) avaient été investis dans des dépôts à court terme auprès de banques.

Activités opérationnelles

La Société a généré des flux de trésorerie de ses activités opérationnelles et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités opérationnelles comme suit :

	Trimestres clos	
	les 30 juin	
	2011	2010
	(000 \$)	(000 \$)
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	12 811	10 592
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles	1 522	(8 622)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	14 333	1 970

L'augmentation de 2,2 millions de dollars des fonds autogénérés liés aux activités opérationnelles pour le premier trimestre clos le 30 juin 2011 s'explique essentiellement par la hausse de 2,5 millions de dollars du résultat net qui a été en partie contrebalancée par une diminution de 0,2 million de dollars de la charge d'amortissement et une baisse de 0,2 million de dollars de la charge d'impôt différé.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles peut être résumée de la façon suivante :

	Trimestres clos	
	les 30 juin	
	2011	2010
	(000 \$)	(000 \$)
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres et autres passifs	(12 714)	(7 787)
Comptes clients	17 659	475
Stocks	381	4 757
Facturations progressives	(2 557)	(5 776)
Autres	(1 247)	(291)
	1 522	(8 622)

Pour le premier trimestre clos le 30 juin 2011, la diminution de 17,7 millions de dollars des comptes clients et la réduction de 12,7 millions de dollars des comptes fournisseurs et charges à payer, des comptes fournisseurs – autres, ainsi que des autres passifs est principalement attribuable à un recul du volume des ventes au premier trimestre de l'exercice en cours, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent qui est, historiquement, le meilleur trimestre de l'année. La réduction de 2,6 millions de dollars des facturations progressives découle d'une diminution du carnet de commandes fermes lié au marché secondaire du secteur militaire des trains d'atterrissage reflétant ainsi une baisse des besoins des clients sur ce marché.

Pour le premier trimestre clos le 30 juin 2010, la diminution des comptes fournisseurs et charges à payer, des comptes fournisseurs – autres, des autres passifs, des facturations progressives et des stocks avait été attribuable à une baisse du niveau d'activité commerciale durant le premier trimestre l'an dernier.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	Trimestres clos	
	les 30 juin	
	2011	2010
	(000 \$)	(000 \$)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(4 206)	(3 195)
Augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	(2 037)	(2 150)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	32	25
Acquisition d'une entreprise	-	(28 813)
Autres	(1 500)	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(7 711)	(34 133)

Comme il a déjà été expliqué, la Société a investi 28,8 millions de dollars au cours de l'exercice précédent afin d'acquérir la quasi-totalité des éléments d'actif nets des sociétés Eagle et E2.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles se sont élevées à 4,2 millions de dollars (3,2 millions de dollars lors du premier trimestre de l'exercice précédent) et étaient essentiellement liées à des projets d'entretien normaux. Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2012 s'élèveront à environ 26 millions de dollars, incluant l'investissement de 5 millions de dollars pour la construction de la nouvelle usine au Mexique. Le projet au Mexique représente des investissements de capitaux qui pourraient atteindre 20 millions de dollars, échelonnés au cours des trois prochaines années.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée représente les coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale, principalement pour des programmes de jets d'affaires.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	Trimestres clos	
	les 30 juin	
	2011	2010
	(000 \$)	(000 \$)
Augmentation de la dette à long terme	1 493	17 566
Remboursement de la dette à long terme	(1 797)	(1 923)
Rachat d'actions ordinaires	-	(3 168)
Émission d'actions ordinaires	1 032	229
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	728	12 704

L'augmentation de la dette à long terme cette année reflète l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales destinés à soutenir les coûts de développement de la Société liés aux programmes du secteur de l'aérospatiale, tandis que l'augmentation constatée lors de l'exercice précédent était attribuable au prélèvement de 16,5 millions de dollars américains effectué sur la facilité de crédit de la Société pour financer l'acquisition d'Eagle et E2 lors de l'exercice précédent. Le remboursement de 1,8 million de dollars (1,9 million de dollars lors de l'exercice précédent) de la dette à long terme comprend le remboursement de contrats de location-financement, de prêts des autorités gouvernementales et d'un billet.

Au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2011, la Société a émis 200 323 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options d'achat, pour une contrepartie totale en espèces de 954 000 \$, ainsi que 9 975 actions ordinaires en vertu de son régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat, pour une contrepartie en espèces 78 000 \$.

L'an dernier, durant le trimestre clos le 30 juin 2010, la Société avait racheté 546 000 actions ordinaires à un prix moyen de 5,80 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 3 168 000 \$ en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (« OPR ») lancée en novembre 2009 (se référer à la rubrique « Offre publique de rachat dans le cours normal des activités » et à la Note 18 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Au 30 juin 2011, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long de l'exercice financier 2012.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Le 25 novembre 2009, la Société a lancé une deuxième offre publique de rachat dans le cours normal des activités avec l'approbation de la Bourse de Toronto (TSX). En vertu des modalités de l'OPR, la Société pouvait acquérir jusqu'à 1 500 000 de ses actions ordinaires, ce qui représentait environ 5 % des actions émises et en circulation de la société au 19 novembre 2009. L'OPR a pris fin le 24 novembre 2010. Au cours de cette période, la société a racheté 711 100 actions

ordinaires à un prix net moyen de 5,68 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 4,0 millions de dollars.

Toutes les actions ordinaires achetées par la Société par le biais de l'OPR ont été acquises sur le marché ouvert par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres marchés canadiens conformément aux politiques de cette dernière et ont été remises par la Société à son agent des transferts pour annulation.

Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat (régime d'achat d'actions)

En date du 30 juin 2011, la Société comptait 30 384 096 actions ordinaires en circulation (30 173 798 en date du 31 mars 2011).

Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2011, la Société a émis 200 323 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions à un prix moyen pondéré de 4,76 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 954 000 \$. La Société a également émis 9 975 actions ordinaires en vertu de son régime d'achat d'actions à un prix moyen pondéré de 7,80 \$ l'action, pour une contrepartie totale en espèces de 78 000 \$.

Au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2010, la Société a émis 17 185 actions ordinaires à un prix moyen pondéré de 5,04 \$, pour une contrepartie totale en espèces de 87 000 \$, en vertu de son régime d'achat d'actions. La Société a également émis 35 000 actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions. Ces actions ont été émises à un prix moyen de 4,06 \$ pour une contrepartie totale en espèces de 142 000 \$.

Au cours du premier trimestre clos le 30 juin 2011, 7 000 options sur actions ont été attribuées (aucune lors de l'exercice précédent) tandis qu'aucune option d'achat d'actions n'a été annulée (28 000 l'an dernier).

Au 30 juin 2011, 1 199 677 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 3,6 années, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 6,22 \$ l'action (se référer à la Note 18 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Au 30 juin 2011, le nombre total d'actions ordinaires réservées aux fins d'émission aux termes du régime d'options sur actions s'établissait à 2 808 257, dont 43 718 n'avaient pas encore été attribuées. Toujours au 31 mars 2011, le nombre total d'actions ordinaires réservées aux fins d'émission aux termes du régime d'achat d'actions s'établit à 340 000, dont 20 006 n'avaient pas encore été attribuées.

En raison du nombre limité d'actions ordinaires disponibles en vertu du régime d'options sur actions et du régime d'actionnariat et d'incitation à l'actionnariat, le nombre total d'actions réservées à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes de ces régimes sera remis à niveau, sous réserve de l'approbation des actionnaires de la Société lors de la prochaine assemblée générale annuelle et extraordinaire qui aura lieu le 4 août 2011.

Par conséquent, le nombre total d'actions ordinaires disponibles à des fins d'attribution ou d'émission ultérieures aux termes de ces régimes, sous réserve de l'approbation des actionnaires de la Société, s'établira comme suit :

Actions ordinaires	Régime d'options sur actions	Régime d'achat d'actions	Nombre total d'actions ordinaires
Nombre total d'actions	2 808 257	340 000	3 148 257

Régime de droits à la plus-value d'actions et régime d'unités d'actions différées

Jusqu'en août 2010, la Société offrait un régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA ») en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non salariés. Même si le régime de DPVA a depuis été remplacé par un régime d'unités d'actions différées (« UAD ») qui a été approuvé en mai 2011, les DPVA en circulation émises avant le mois d'août 2010 sont toujours valides. Au 31 mars 2011 et au 30 juin 2011, 143 000 DPVA étaient encore en circulation, assortis d'un prix d'exercice moyen pondéré de 6,21 \$ et d'échéances échelonnées entre les exercices 2012 et 2016.

Le régime d'UAD est offert aux administrateurs non salariés de la société dans l'intention, d'une part, d'améliorer la capacité de la Société d'attirer et de retenir des individus exceptionnels pour siéger au conseil d'administration et contribuer à la réussite à long terme de la Société et, d'autre part, de mieux aligner les intérêts des administrateurs non salariés de la Société sur ceux de ses actionnaires.

Le régime d'UAD permet aux participants de recevoir sous forme de rémunération, mais seulement à la date de départ et à titre de membres du conseil d'administration, une contrepartie au comptant égale au cours des actions ordinaires de la Société à cette date de départ, pour chaque UAD détenue. Ces UAD sont passées en charges à mesure qu'elles sont gagnées et leur coût est déterminé à l'aide d'un modèle d'évaluation et réévalué à chaque période comptable. Chaque administrateur peut également choisir, à chaque exercice financier, de convertir jusqu'à concurrence de 50 % de ses honoraires annuels d'administrateur en UAD supplémentaires. Ces UAD seront acquises sur une période d'un an.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2011, la Société a émis, pour la toute première fois, 15 171 UAD (se référer à la Note 18 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). La charge liée aux UAD s'est élevée à 125 000 \$.

Bilans consolidés

Le tableau qui suit présente et explique en détail les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 30 juin 2011 et le 31 mars 2011 :

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7,2	Se référer à l'état consolidé des flux de trésorerie.
Comptes clients	(17,7)	Baisse attribuable à un recul des ventes au premier trimestre de l'exercice en cours, comparativement à celles du quatrième trimestre de l'exercice précédent ainsi qu'à une diminution du délai moyen de recouvrement qui s'explique par le déploiement d'efforts continus en matière de recouvrement des comptes clients. La baisse reflète également l'impact de l'appréciation du dollar canadien depuis le 31 mars 2011 sur les comptes clients libellés en dollars américains (0,2 million de dollars).
Autres actifs à court terme	2,0	Cette variation est principalement attribuable à une hausse de 1,0 million de dollars des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir, ce qui cadre avec l'augmentation des coûts de développement admissibles et une hausse de 0,7 million de dollars du montant des taxes de vente à recevoir.
Immobilisations corporelles, montant net	(2,5)	Variation imputable à : <ul style="list-style-type: none">• l'acquisition d'immobilisations corporelles de 3,3 millions de dollars, excluant une variation de 0,9 million de dollars des immobilisations qui n'avaient pas encore été payées au 30 juin 2011, comparativement au 31 mars 2011. Déduction faite : <ul style="list-style-type: none">• de l'amortissement (5,3 millions de dollars);• de la cession d'immobilisations (0,1 million de dollars);• de l'application d'un taux de change USD/CAD moins élevé aux fins de conversion de la valeur des actifs nets des établissements étrangers autonomes (0,4 million de dollars);

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net (incluant un carnet de commandes net de 2,9 millions de dollars)	1,5	<p>Variation imputable :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à une augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (2,0 millions de dollars), représentant la hausse des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme dans le secteur de l'aérospatiale. <p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'amortissement de la valeur sous-jacente du carnet de commandes (0,3 million de dollars); • de l'amortissement des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée (0,2 million de dollars);
Comptes fournisseurs et charges à payer	(11,2)	<p>Diminution résultant d'un recul des ventes au premier trimestre de l'exercice en cours, par rapport à celles réalisées au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Cette diminution reflète également l'incidence de l'appréciation du dollar canadien depuis le 31 mars 2011 sur les comptes fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains (0,1 million de dollars).</p>
Dettes à long terme (y compris la tranche à court terme)	(0,2)	<p>Variation imputable à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'obtention de prêts des autorités gouvernementales destinés à soutenir des investissements dans des programmes de développement dans le secteur de l'aérospatiale (1,5 million de dollars); • la désactualisation au titre des intérêts sur des prêts des autorités gouvernementales (0,4 million de dollars); • l'amortissement de frais de financement différés (0,1 million de dollars); <p>Déduction faite :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un remboursement net de capital sur la dette à long terme (1,8 million de dollars); • de l'application d'un taux de change USD/CAD moins élevé aux fins de conversion de la dette à long terme libellée en dollars américains (0,4 million de dollars);
Facturations progressives (à court et à long terme)	(2,6)	<p>La réduction des facturations progressives reflète essentiellement une diminution du carnet de commandes lié au marché secondaire du secteur militaire et l'application d'un taux de change USD/CAD moins élevé aux fins de conversion des facturations progressives des établissements étrangers autonomes libellés en dollars américains (0,1 million de dollars).</p>

Rubrique	Variation (millions \$)	Note explicative
Capital émis	1,7	Variation imputable aux actions ordinaires émises en vertu du régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat de la Société (0,1 million de dollars) et à la suite de l'exercice d'options sur actions (1,6 million de dollars).
Résultats non distribués	5,8	L'augmentation reflète le résultat net réalisé par la Société au premier trimestre de l'exercice 2012.

En date du 30 juin 2011 et du 31 mars 2011, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	30 juin 2011	31 mars 2011
Ratio du fonds de roulement	2,70:1	2,52:1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40,1 M\$	32,9 M\$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,42:1	0,44:1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	0,28:1	0,32:1

(1) : Se définit comme la dette à long terme totale (incluant la tranche à court terme) moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

Aide gouvernementale

Pour le premier trimestre clos le 30 juin 2011, la Société a enregistré, à titre de réduction du coût des ventes, un montant de 0,3 million de dollars (0,6 million de dollars l'an dernier) et, à titre de réduction des dépenses en immobilisations corporelles ou coûts de développement capitalisés, un montant de 1,2 million de dollars (0,4 million de dollars l'an dernier) en aide gouvernementale.

Cette aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à l'investissement, d'autres crédits d'impôt et la portion actualisée des prêts des autorités gouvernementales.

Instruments dérivés, postes hors bilan et engagements contractuels

En date du 30 juin 2011, la Société était partie à des contrats de location simple d'une valeur totale de 5,7 millions de dollars portant sur des immeubles et des installations. Ces sommes sont remboursables au cours des onze prochains exercices financiers. Toujours en date du 30 juin 2011, la valeur totale des engagements contractuels de la Société au titre de l'acquisition de

machinerie et d'équipement se chiffrait à 5,3 millions de dollars (se référer à la Note 22 des états financiers consolidés intermédiaires résumés).

Au 30 juin 2011, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadiennes totalisant 158,4 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0900 (dollar canadien par rapport au dollar américain, « \$ CA/\$ US »). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes à l'exportation de la Société, viennent à échéance à divers moments entre le mois de juin 2011 et le mois de mars 2015 (se référer à la Note 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). À titre comparatif, au 31 mars 2011, la société était partie à des contrats de change à terme totalisant 159,0 millions de dollars US, assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,1032 et, au 30 juin 2010, à des contrats de change à terme totalisant 149,9 millions de dollars US, à un taux de change moyen pondéré de 1,1388.

Au 30 juin 2011, la Société était également partie à des contrats de change à terme pour un montant total de 6,5 millions de dollars US à un taux moyen pondéré de 1,2320 \$ CA/\$ US (7,7 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,2343 au 31 mars 2011 et 10,3 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,2386 au 30 juin 2010) échéant au cours des trois prochains exercices, pour couvrir le risque de change associé à certains dérivés incorporés.

En mars 2011, à la suite du renouvellement de la facilité de crédit de la Société, et dans le but de limiter l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur une portion de sa dette à long terme libellée en dollars américains, conformément à sa politique de gestion des risques, la Société a conclu trois ententes de swap de taux d'intérêt pour un montant total de 40 millions de dollars américains. Les ententes qui fixent le TIOL américain à 3,90 % pour un montant de 20 millions de dollars américains et à 3,91 % pour un autre montant de 20 millions de dollars américains, viendront à échéance en décembre 2015.

Le 31 mars 2011, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couvertures de ses investissements nets dans des établissements étrangers autonomes américains.

Conjoncture financière et économique

L'amélioration progressive de l'économie mondiale au cours de l'exercice financier 2011 et au début de l'exercice 2012 a permis de renverser certaines tendances négatives observées au cours des deux exercices précédents. Dans les marchés des gros porteurs commerciaux, les fabricants ont annoncé des augmentations de leur cadence de production pour les années civiles 2011 à 2014, tandis que la plupart des principaux marchés industriels que dessert la Société bénéficient d'une dynamique de plus en plus favorable. Cependant, la Société réévalue continuellement sa stratégie et sa gestion du risque, dans la mesure où des événements majeurs, tels que le désastre au Japon et l'instabilité dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, peuvent entraîner des conséquences négatives à court terme. Cela dit, le marché de l'aérospatiale militaire s'est stabilisé, alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit.

Bien que le carnet de commandes de la Société demeure bien rempli, le report ou l'annulation de commandes d'achat pourraient avoir une incidence défavorable sur les résultats à venir. La Société cherche à maintenir un bon équilibre dans son portefeuille entre les ventes sur les marchés de l'aérospatiale commerciale et militaire, ce qui devrait lui permettre de réduire les risques associés à un éventuel ralentissement dans l'un ou l'autre de ces marchés.

En outre, la valeur du dollar canadien, par rapport à la devise américaine, exercera une pression supplémentaire sur les résultats à venir. Comme cela a déjà été mentionné, et comme il est souligné à la rubrique intitulée « Perspectives », la direction continue de concentrer ses efforts sur des initiatives d'optimisation de sa production et de réduction de ses coûts, ainsi que sur sa stratégie relative aux contrats de change à terme afin d'atténuer les fluctuations défavorables du taux de change.

D'un point de vue financier, la Société dispose d'un bilan solide. Elle respecte actuellement toutes ses clauses financières restrictives et prévoit qu'il en sera de même pendant le reste de l'exercice. La Société ne prévoit pas avoir de problèmes de liquidité, étant donné que sa facilité de crédit bancaire lui est consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadiennes et une filiale canadienne d'une banque américaine, qui bénéficient de cotes de crédit élevées, et que les principaux clients de la Société sont des chefs de file mondiaux dans leurs domaines respectifs. Cette facilité de crédit a été renouvelée et augmentée au cours de l'exercice financier 2011 et viendra à échéance en mars 2016.

Compte tenu des éléments ci-dessus, la Société maintient ses perspectives à court terme (se référer à la rubrique ci-après intitulée « Perspectives ») et n'entrevoit actuellement aucun élément à court terme qui pourrait compromettre le cours de ses activités. Cela dit, et sachant que la Société œuvre, en partie, dans des secteurs qui sont sensibles à la conjoncture économique, la direction continuera à faire preuve de prudence (se référer aux rubriques ci-après intitulées « Risques et incertitudes » et « Perspectives »).

MODIFICATIONS FUTURES DE CONVENTIONS COMPTABLES

Les normes publiées, mais non encore en vigueur, susceptibles de s'appliquer à la Société sont les suivantes :

IFRS 9 - Instruments financiers

Le 12 novembre 2009, l'IASB a publié l'IFRS 9 - *Instruments financiers*, première étape de son projet visant à remplacer l'IAS 39 - *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de classes d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2013, et l'application anticipée est permise.

IFRS 13 - Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié l'IFRS 13 - *Évaluation de la juste valeur*. L'IFRS 13 améliorera la cohérence et réduira la complexité en fournissant une définition précise de la juste valeur et une source unique pour l'évaluation de la juste valeur et les exigences en matière d'informations à fournir qui s'appliquent à l'ensemble des IFRS. La Société adoptera cette norme à compter de l'exercice ouvert le 1er avril 2013, et l'application anticipée est permise.

La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces nouvelles normes.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la société est fiable et que ses états financiers ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière.

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre clos le 30 juin 2011 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière, à l'exception des changements requis afin de permettre la préparation des états financiers de la Société conformément aux IFRS.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek évolue dans des secteurs industriels soumis à divers facteurs de risque et incertitudes susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur ses affaires, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Ces risques et incertitudes comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux énumérés ci-après, lesquels font l'objet d'une description plus détaillée dans l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de la Société portant sur l'exercice financier clos le 31 mars 2011.

- Dépendance envers des clients importants
- Disponibilité et prix des matières premières
- Risques opérationnels
- Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique
- Conjoncture économique
- Dépenses d'ordre militaire
- Fluctuations des devises
- Situation de trésorerie et accès à des sources de financement
- Clauses restrictives
- Fluctuation des taux d'intérêt
- Environnement commercial externe
- Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie
- Questions d'ordre environnemental
- Conventions collectives
- Main-d'oeuvre qualifiée

PERSPECTIVES

Les conditions demeurent favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale. Malgré le prix élevé du carburant et l'incertitude engendrée par l'instabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, de même que par le tsunami au Japon, l'IATA prévoit une croissance de 5,5 % des marchés des passagers et de 4,4 % du fret aérien pour l'année civile 2011.¹

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, les fabricants ont annoncé plusieurs augmentations de la cadence de production des programmes d'envergure pour les années civiles

¹ Source : IATA, Analyse du marché du transport aérien, mai 2011

2011 à 2014.² De plus, le nombre de nouvelles commandes reçues durant la première moitié de l'année civile 2011 surpasse celui de l'année précédente, et les sociétés Boeing et Airbus prévoient toutes deux une hausse des livraisons cette année.

Le marché des jets d'affaires montre des signes additionnels d'une reprise en 2011. Le taux d'utilisation des avions continue d'augmenter, tandis que la proportion d'avions d'occasion à vendre continue de baisser. Cependant, le raffermissement de la croissance économique mondiale ne devrait engendrer une véritable reprise des livraisons dans l'industrie qu'à partir de l'année civile 2012.³

Le marché de l'aérospatiale militaire se stabilise, alors que les gouvernements tentent de résorber leur déficit. La proposition de budget de la Défense américaine pour l'exercice financier se terminant le 30 septembre 2012, prévoit tout de même une augmentation globale du financement de 4 % et de près de 8 % au chapitre de l'approvisionnement. En ce qui a trait au programme du JSF, malgré la mise en probation pour une période de deux ans de la version à décollage court et atterrissage vertical (ADCAV), la Société prévoit accroître son nombre d'unités produites et expédiées au cours de l'exercice 2012, par rapport à l'exercice 2011. Ceci s'explique par l'accélération de la cadence de production des deux autres versions de l'appareil et l'obtention d'une part plus importante de la production totale. Au Canada, la décision du gouvernement d'acquérir 65 avions JSF devrait engendrer des retombées pour l'industrie aérospatiale canadienne.

La conjoncture demeure favorable dans les principaux marchés industriels que dessert la Société. Dans le secteur de la production d'énergie, d'importants fabricants d'équipement nord-américains ont annoncé une hausse du nombre de nouvelles commandes au cours des derniers trimestres. Les carnets de commandes d'importants fabricants d'équipements lourds sont également en nette progression⁴.

Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2012 s'élèveront à environ 26 millions de dollars, incluant un investissement de 5 millions de dollars lié à la nouvelle usine au Mexique.

L'intégration de l'unité d'exploitation Landing Gear USA est presque terminée et la priorité de la Société pour l'exercice financier 2012 sera d'optimiser ses opérations et de maximiser la productivité en augmentant la spécialisation de ses usines. Ces améliorations, jumelées à son bilan solide et l'augmentation récente de sa facilité de crédit, permettent à Héroux-Devtek d'envisager la possibilité de réaliser d'autres acquisitions stratégiques susceptibles d'enrichir son portefeuille de produits et ses technologies.

² Sources : Communiqués de presse de Boeing publiés les 15 juin 2011, 20 déc. 2010, 16 sept. 2010, 15 juin 2010, 17 mai 2010 et 19 mars 2010; Communiqués de presse d'Airbus publiés les 18 mai 2011, 3 février 2011, 30 juillet 2010 et 9 mars 2010.

³ Sources : JETNET, FAA

⁴ Sources : Communiqué de presse de GE publié le 22 juillet 2011. Communiqué de presse de Caterpillar publié le 22 juillet 2011.

Au 30 juin 2011, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 509 millions de dollars, en hausse par rapport à 502 millions de dollars au début de l'exercice financier. Malgré son carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société doit continuellement chercher à accroître sa productivité et à réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle à l'échelle mondiale, compte tenu de la volatilité du dollar canadien et de l'incertitude liée à ses fluctuations continues par rapport à la devise américaine.

En supposant que le dollar canadien demeure à parité avec la devise américaine et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels elle est partie, la Société prévoit que ses ventes enregistreront une croissance interne d'environ 5 % pour l'exercice financier qui se terminera le 31 mars 2012. Comme les cadences de production de plusieurs programmes d'envergure accéléreront de manière plus significative au-delà du présent exercice financier, la Société est confiante de réaliser son objectif à long terme d'enregistrer une progression de 10 % par année, en moyenne, par le biais de la croissance interne et d'alliances stratégiques, pour autant que les cours des devises étrangères demeurent relativement stables.

Renseignements supplémentaires et information continue

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le Comité d'audit et par le conseil d'administration le 3 août 2011. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR à l'adresse www.sedar.com.